

La dimension sociale de la mondialisation: analyse bibliographique

Bernhard G. GUNTER* et Rolph VAN DER HOEVEN**

Mondialisation, mondialisation, mondialisation, ce mot est aujourd'hui utilisé à tous propos, avec de multiples significations et interprétations. Le sens que nous lui donnons ici est celui de l'intégration graduelle des économies et des sociétés, sous l'effet des nouvelles techniques, des nouveaux rapports économiques et des politiques menées, à l'échelle nationale ou internationale, par toute une série d'acteurs: gouvernements, organisations internationales, monde des affaires ou du travail, société civile. Certains auteurs font la distinction entre les aspects bien spécifiques de la mondialisation (par exemple, l'augmentation des échanges internationaux) et les évolutions qui se déroulent en parallèle (par exemple le progrès technique); d'autres considèrent qu'il est impossible de séparer ces phénomènes, trop imbriqués.

Il est toutefois utile, d'un point de vue conceptuel, de séparer deux aspects de la mondialisation. Le premier se rapporte aux facteurs suivants: commerce international, investissement, technologie, systèmes de production transnationaux, flux d'informations et de communications. Ces facteurs ont rapproché certaines économies et sociétés, mais ils ont aussi marginalisé un grand nombre de pays et d'individus. On s'inquiète alors de voir de plus en plus de gens exclus d'une économie mondiale fondée sur le savoir, surtout si la fracture numérique ne peut être sérieusement réduite. Le second aspect se rapporte à l'homogénéisation croissante des politiques et des institutions: libéralisation des échanges et des marchés des capitaux, démantèlement de l'Etat-providence, accords internationaux sur les droits de propriété

* Consultant indépendant spécialisé dans l'économie du développement, la pauvreté et la dette. Courriel: Bernhardgunter@earthlink.net. **Directeur, Secrétariat technique de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation établie par l'OIT. Courriel: hoeven@ilo.org. Cet article a été rédigé à partir d'un document préparatoire présenté à la Commission.

intellectuelle, généralisation, en tant que norme, des politiques et des comportements qui favorisent la mondialisation. Les phénomènes de la première catégorie sont irréversibles mais il n'en va pas de même des autres qui découlent de choix politiques. Les effets de la mondialisation sur les sociétés peuvent être infléchis par les politiques menées et des accords internationaux négociés (comme l'adoption des normes fondamentales du travail)¹. Ainsi, le cours actuel de la mondialisation économique pourrait être changé par une réorientation radicale des politiques.

L'expression «dimension sociale de la mondialisation» fait référence aux conséquences de celle-ci sur le travail, la vie des individus et de leurs familles, et dans leur ensemble, les sociétés. Des inquiétudes se manifestent quant aux conséquences de la mondialisation sur l'emploi, les conditions de travail, les revenus et la protection sociale. Au-delà du monde du travail, la notion de dimension sociale se rapporte à la sécurité, aux cultures et aux identités, à l'intégration ou à l'exclusion sociale, ainsi qu'à la cohésion des familles et des collectivités. Nous traiterons ici des effets de la mondialisation économique sur les salaires et la fiscalité, la pauvreté, les inégalités, l'insécurité, le travail des enfants, la situation respective des femmes et des hommes, et les migrations.

Notre intention n'est pas de rendre compte de tous les points de vue, fort contrastés, exprimés dans les publications. Il s'agit plutôt de résumer leurs apports les plus saillants ou les plus significatifs sur les effets sociaux de la mondialisation économique, puis d'en faire ressortir les propositions susceptibles de rendre la mondialisation plus juste et plus durable, au bénéfice de tous.

La présente étude repose sur l'examen de plus de 1200 articles et livres rassemblés à l'intention de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation² et dont la liste complète figure dans la bibliographie de la Commission (voir Gunter, 2004). Notre travail est organisé de la façon suivante. Nous commencerons par présenter brièvement les grandes caractéristiques économiques de la mondialisation à partir de données sur la période 1985-2002. Nous considérerons, en-

¹ Voir Dølvik et Tørres (2002) ainsi que BIT (2004, pp. 102-106); BIT (2003); BIT (1999).

² La Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation a été instituée par l'Organisation internationale du Travail (OIT) en février 2002. La Commission était présidée par deux chefs d'Etat, M^{me} Tarja Halonen, Présidente de la République de Finlande, et M. Benjamin Mkapa, Président de la République-Unie de Tanzanie. Son mandat était de réfléchir aux moyens par lesquels les organisations et institutions nationales et internationales peuvent rendre la mondialisation plus intégratrice, plus juste et acceptable par tous. Son existence représente un effort sans précédent pour favoriser un dialogue, national et international, sur les moyens de rendre la mondialisation plus intégratrice, au moment où le débat est dominé plus par les polémiques et les préjugés que par l'observation des faits. Son but ultime est que la mondialisation serve à réduire la pauvreté et le chômage, à stimuler la croissance et le développement durable. Son rapport *Une mondialisation juste: créer des opportunités pour tous* a été publié le 24 février 2004.

suite, divers aspects des conséquences sociales de la mondialisation en nous fondant sur les travaux les plus récents. Certains donnent lieu à de vives controverses, mais d'autres semblent faire l'objet d'un accord général. Nous en viendrons ensuite aux actions, à l'échelle nationale et internationale, envisagées en fonction de ces convergences de vues. Il existe actuellement un large accord sur le fait qu'il faut agir pour rendre la mondialisation plus durable et plus équitable, et pour satisfaire les aspirations universelles des travailleurs et de leurs familles: travail décent, sécurité et voix au chapitre. Toutefois, le contenu exact de ces politiques correctives ne fait guère l'objet d'un consensus. La dernière partie de l'article est consacrée à nos conclusions.

Caractéristiques économiques de la mondialisation

Afin de mieux appréhender les effets sociaux de la mondialisation, il est nécessaire d'en connaître les caractéristiques économiques, présentées ici à grands traits. Nous commencerons par l'augmentation des échanges internationaux et ses principaux facteurs, notamment l'abaissement général des barrières tarifaires et non tarifaires. Nous en viendrons ensuite à l'accélération des mouvements internationaux de capitaux favorisée par la suppression de leur contrôle, ainsi que des restrictions aux investissements étrangers et à la vente d'actif à l'étranger. Nous examinerons ensuite l'accroissement de la production transnationale, sous l'effet de la fragmentation du processus de production par les entreprises multinationales. Dans la mesure où les données sont disponibles, nous avons procédé à une ventilation en fonction du revenu des pays: faible, intermédiaire ou élevé. Celle-ci permet de se rendre compte des principales asymétries de la mondialisation économique.

Commerce international

Le commerce mondial (mesuré par la valeur nominale des exportations mondiales de biens et services) a plus que triplé, passant de 2 300 milliards de dollars des Etats-Unis en 1985 à plus de 7 800 milliards de dollars en 2002 (tableau 1). Au cours de la même période, le produit intérieur brut mondial (PIB mondial), en termes nominaux, a été multiplié par deux et demi (12 800 milliards de dollars en 1985, 32 100 milliards de dollars en 2002). On définit le rythme de l'intégration commerciale comme la différence entre le taux de croissance du commerce mondial et le taux de croissance du PIB mondial. Ce rythme varie suivant les régions: ralentissement en Amérique latine et en Asie de l'Est, accélération dans les pays à revenu élevé de l'OCDE. Toutefois, entre 1985 et 2002, le rapport entre les exportations et le PIB a chuté dans près d'un tiers des 174 pays pour lesquels des données suffisantes étaient disponibles, ce qui traduit une détérioration des échanges. Dans douze pays,

Tableau 1. Revenu, exportations, mouvements de capitaux (évolution 1985-2002)

	Milliards de \$EU		Taux multiplicateur 1985-2002	Part mondiale en pourcentage	
	1985	2002		1985	2002
Produit intérieur brut (PIB)					
Chine et Inde	558,5	1 922,4	3,4	4,4	6,0
Pays à faible revenu, Inde exclue	579,3	634,7	1,1	4,5	2,0
Pays à revenu intermédiaire, Chine exclue	2 234,1	3 702,9	1,7	17,5	11,5
Pays à revenu élevé	9 393,4	25 867,0	2,8	73,6	80,5
Monde	12 765,2	32 127,0	2,5	100,0	100,0
Exportations de biens et services					
Chine et Inde	79,1	685,1	8,7	3,4	8,7
Pays à faible revenu, Inde exclue	82,5	215,2	2,6	3,6	2,7
Pays à revenu intermédiaire, Chine exclue	433,9	1 227,2	2,8	18,7	15,6
Pays à revenu élevé	1 718,7	5 732,6	3,3	74,3	72,9
Monde	2 314,1	7 860,2	3,4	100,0	100,0
Investissements étrangers directs (entrées)					
Chine et Inde	1,7	62,0	37,4	2,9	9,8
Pays à faible revenu, Inde exclue	1,9	7,1	3,7	3,3	1,1
Pays à revenu intermédiaire, Chine exclue	9,7	79,1	8,1	16,8	12,5
Pays à revenu élevé	44,7	484,3	10,8	77,1	76,6
Monde	58,0	632,6	10,9	100,0	100,0
Investissements en portefeuille (entrées)					
Chine et Inde	2,3	49,8	22,0	1,7	6,9
Pays à faible revenu, Inde exclue	0,05	0,07	1,3	0,038	0,009
Pays à revenu intermédiaire, Chine exclue	9,1	30,0	3,3	6,7	4,2
Pays à revenu élevé	123,8	639,9	5,2	91,6	88,9
Monde	135,2	719,8	5,3	100,0	100,0

Sources: pour le classement des pays, voir Banque mondiale (2003a); pour le PIB et les exportations de biens et services, FMI (2003a); pour les mouvements de capitaux, FMI (2003b); pour certains pays, les données de l'année 2002 peuvent être provisoires.

tous en développement³, ce rapport a chuté de plus de 20 points de pourcentage sur la période.

L'accroissement du commerce international est pour beaucoup dû à la libéralisation des échanges à l'échelle mondiale. Jusqu'au début des années quatre-vingt-dix, les pays en développement avaient en général des niveaux de protection supérieurs à ceux des pays industrialisés, la

³ Antigua-et-Barbuda, Bahreïn, Botswana, Djibouti, Estonie, Kazakhstan, Kiribati, Liban, Macédoine, Mauritanie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines et Surinam.

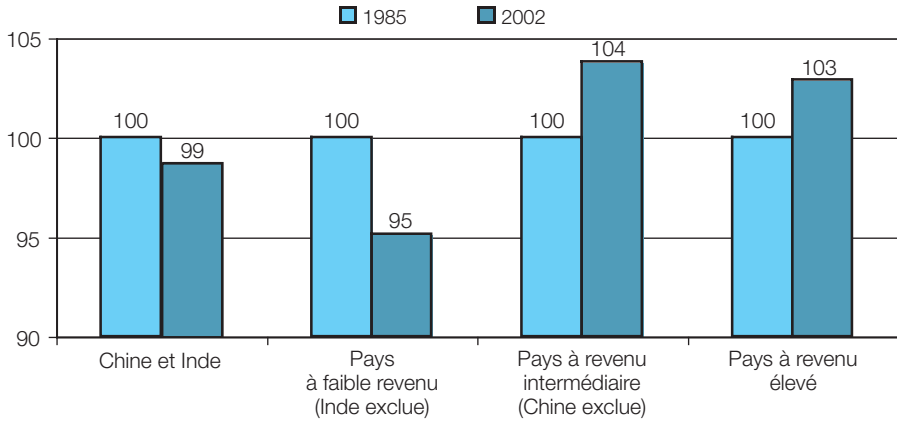
politique commerciale étant alors mise au service du développement industriel. Ce protectionnisme visait aussi à éviter les crises de la balance des paiements. Dans les années quatre-vingt, les droits de douane des pays en développement étaient environ quatre fois supérieurs à ceux des pays industrialisés. Quant aux barrières non tarifaires, elles concernaient deux fois plus de produits d'importation dans les pays en développement que dans les pays industrialisés. Toutefois, au cours des dix dernières années, nombre de pays en développement ont libéralisé leurs régimes tarifaires en simplifiant la structure, en réduisant les taux et quelquefois en éliminant aussi des barrières non tarifaires. Au début des années quatre-vingt dix, la croissance des importations dans les pays en développement était cinq fois plus élevée qu'au début des années quatre-vingt. C'est en Amérique latine que la libéralisation a été le plus loin.

Entre 1985 et 2002, les exportations de biens et services ont été multipliées plusieurs fois dans les quatre groupes de pays: Chine et Inde; pays à faible revenu, Inde exclue; pays à revenu intermédiaire, Chine exclue; pays à revenu élevé (voir tableau 1, col. 3). C'est en Inde et en Chine que l'augmentation est la plus forte, viennent ensuite les pays à revenu élevé. L'augmentation la plus faible concerne les pays à bas revenu, Inde exclue. Ainsi, la part de ce dernier groupe dans le commerce mondial a décliné au cours des dix-sept ans de 3,6 pour cent en 1985 à 2,7 pour cent en 2002, ce qui montre leur marginalisation dans le commerce mondial (voir tableau 1, deux dernières colonnes). Il faut noter que la part de ces pays dans le PIB mondial s'est réduite encore plus au cours de la période (de 4,5 pour cent en 1985 à 2 pour cent en 2002), ce qui indique une marginalisation encore plus grave en termes de revenu. Même les pays à revenu intermédiaire (Chine exclue) ont perdu des parts du marché mondial, qu'il s'agisse du revenu ou des échanges. Quant aux pays à revenu élevé, leur part du revenu mondial a augmenté tandis que celle des exportations se réduisait quelque peu du fait de l'augmentation considérable des parts de la Chine et de l'Inde.

Lorsque l'on considère les chiffres exprimés en dollars, il est important d'avoir à l'esprit que les termes de l'échange ont considérablement évolué à l'avantage des pays à revenu élevé et intermédiaire et au détriment des pays à faible revenu (voir figure 1). La marginalisation des pays à faible revenu aurait donc été moins marquée si on avait mesuré les échanges en volume⁴; la détérioration des termes de l'échange pose des problèmes considérables à ces pays.

⁴ Comme Birdsall et Hamoudi (2002) l'ont souligné, l'évolution des prix invalide l'utilisation du rapport entre échanges et PIB comme une base de classement des pays participant ou non à la mondialisation.

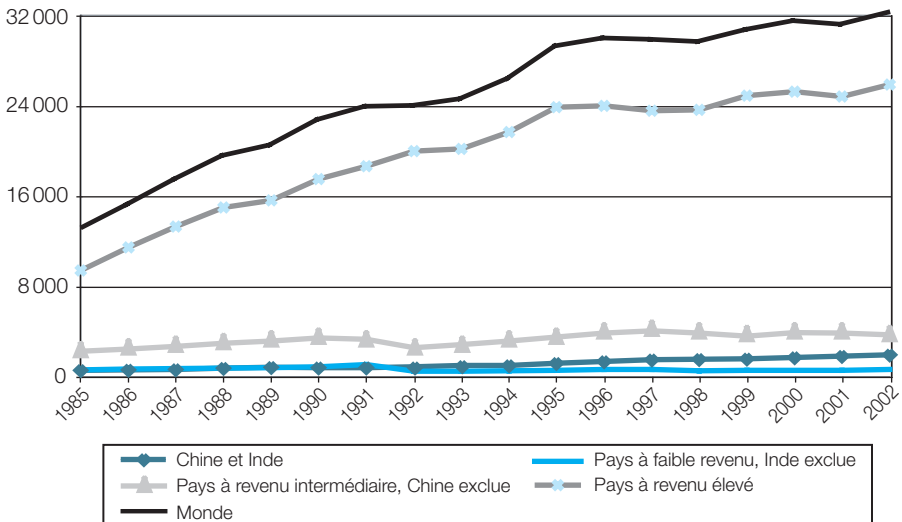
Figure 1. Termes de l'échange, 1985-2002



Sources: Banque mondiale (2003b); et FMI (2003a).

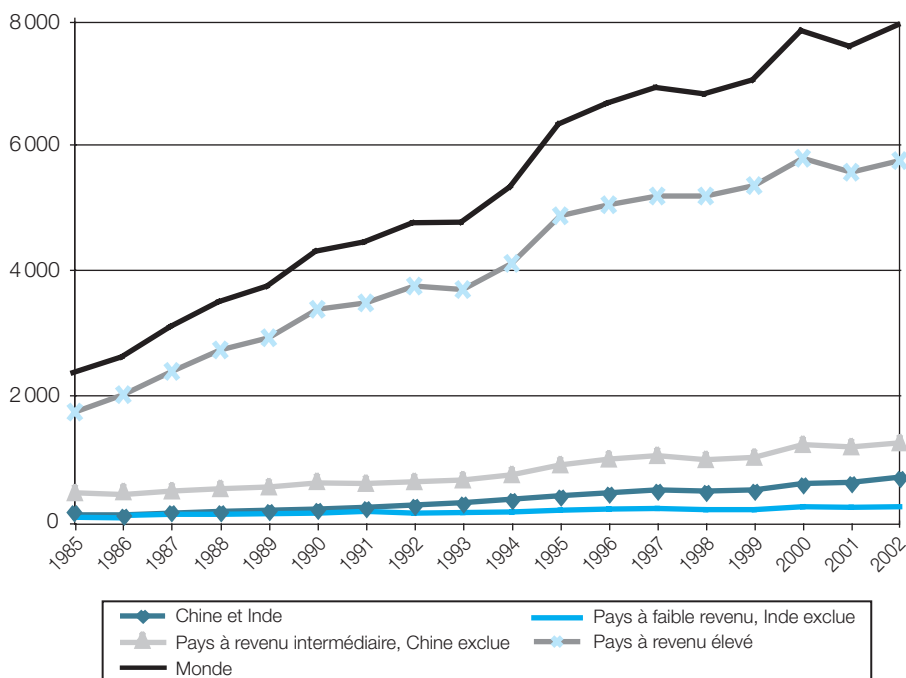
Les figures 2 et 3 montrent l'évolution annuelle du PIB et des exportations de biens et services pour les quatre groupes de pays sur la période 1985-2002. La marginalisation des pays à faible revenu est évidente (dernière courbe au bas de chaque figure).

Figure 2. Evolution du PIB (milliards de \$EU courants), 1985-2002



Source: voir tableau 1.

Figure 3. Evolution des exportations (milliards de \$EU), 1985-2002



Source: voir tableau 1.

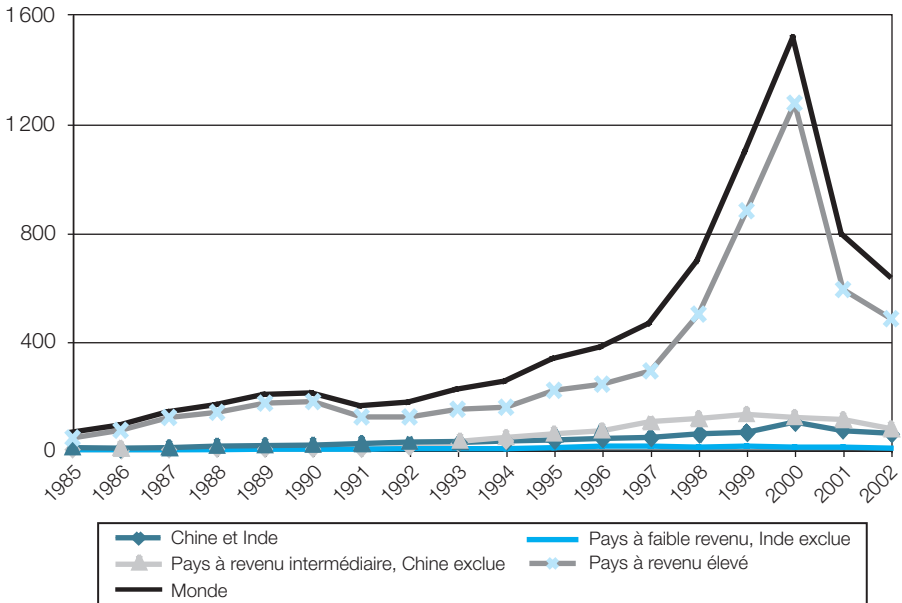
Mouvements internationaux de capitaux

La mondialisation du capital international prend deux formes principales: les investissements étrangers directs (IED) et les investissements en portefeuille. Les premiers sont définis comme visant à acquérir des intérêts durables (habituellement au moins 10 pour cent des parts donnant droit au vote) dans une entreprise opérant dans un autre pays que celui où réside l'investisseur. Les seconds correspondent en général à des mouvements de capitaux à plus court terme, et sont mesurés par la somme des investissements de portefeuille en actions et en obligations. Ils consistent en parts dans des fonds mutuels de placement (fonds pays), en certificats représentatifs d'actions étrangères et en achats directs de parts de capital par les investisseurs étrangers.

Investissements étrangers directs

Les chiffres de la période 1985 et 2002 (tableau 1 et figure 4) montrent que le niveau actuel des investissements étrangers directs entrants (633 milliards de dollars des Etats-Unis) est dix fois supérieur à celui de

Figure 4. Evolution des investissements étrangers directs (entrants) (milliards de \$EU courants), 1985-2002



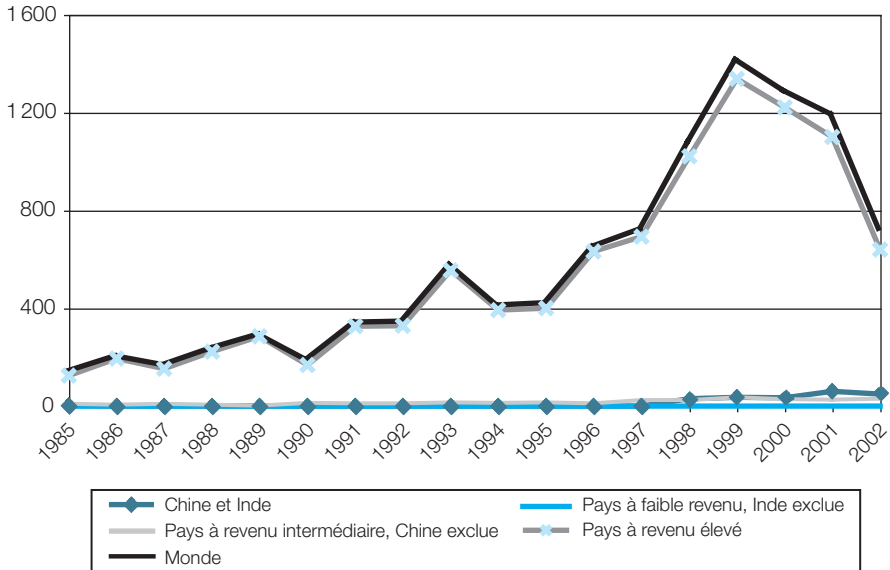
Source: voir tableau 1.

1985 (58 milliards de dollars des Etats-Unis). En valeur absolue, cette croissance est générale sur la période pour les quatre groupes de pays. Toutefois, si l'on considère la part des IED mondiaux, celle de la Chine et de l'Inde a augmenté de 2,9 pour cent en 1985 à 9,8 pour cent en 2002, celle des pays à revenu élevé a légèrement décliné, de 77,1 pour cent en 1985 à près de 76,6 pour cent en 2002, tandis que celle des pays à faible revenu (Inde exclue) et à revenu intermédiaire (Chine exclue) s'amenuisait, passant respectivement de 3,3 pour cent à 1,1 pour cent et de 16,8 pour cent à 12,5 pour cent sur la période. A l'évidence, la plupart de ces pays n'ont pas reçu les investissements étrangers directs qu'ils espéraient, même s'ils ont pris des mesures pour attirer les capitaux étrangers.

Investissements en portefeuille

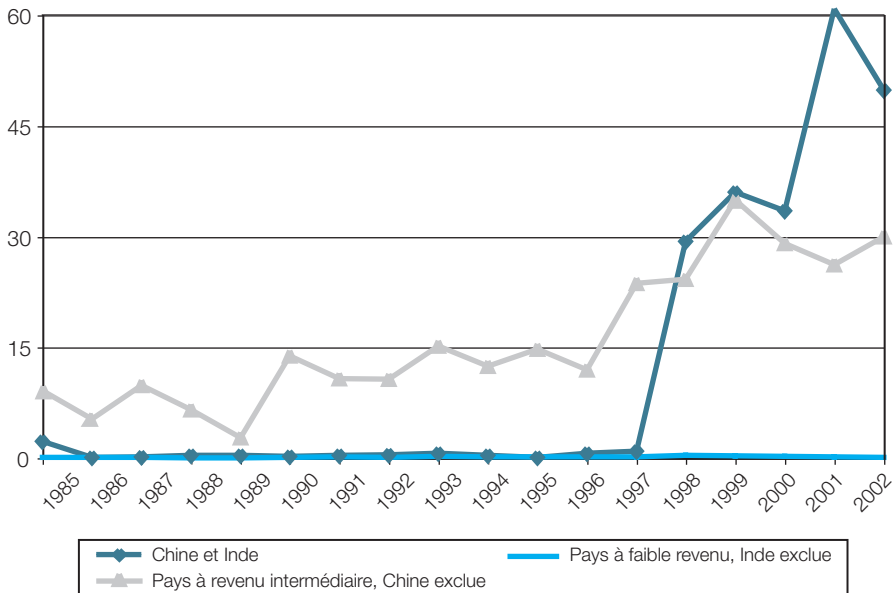
Le tableau est encore plus alarmant si l'on considère les flux d'investissements en portefeuille, qu'il s'agisse de leur volume ou de leur évolution (figures 5 et 6). Tout d'abord, les différences entre les valeurs nominales des investissements de portefeuille en actions sont tellement importantes entre les groupes de pays que deux graphiques sont nécessaires pour en rendre compte. La figure 5 montre l'évolution des entrées brutes d'investissements en portefeuille pour les quatre groupes de pays: on y constate que celles des pays à revenu élevé sont pratiquement

Figure 5. Investissements en portefeuille (entrants) (milliards de \$EU courants), 1985-2002



Source: voir tableau 1.

Figure 6. Investissements en portefeuille (entrants) (milliards de \$EU courants), 1985-2002. Pays à revenus faible et intermédiaire



Source: voir tableau 1.

égales au total mondial. C'est pourquoi la figure 6 montre plus en détail cette évolution pour les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.

Les faits suivants se détachent: la part des pays à revenu élevé se maintient à environ 90 pour cent des investissements mondiaux en portefeuille; celle des pays à faible revenu (Inde exclue) a diminué d'environ 0,04 pour cent à moins de 0,01 pour cent; celle des pays à revenu intermédiaire (Chine exclue) a diminué de 6,7 à 4,2 pour cent. L'Inde et la Chine ne sont guère présentes avant la fin des années quatre-vingt-dix (figure 6).

Internationalisation de la production

Les évolutions récentes dans le domaine des échanges et de la finance se sont accompagnées d'une internationalisation de la production, c'est-à-dire une fragmentation de celle-ci et une spécialisation, non dans les produits finis mais dans leurs composants. La fabrication d'un produit fini est morcelée en diverses opérations qui ont lieu dans des pays différents, c'est-à-dire par-delà les frontières nationales. La production automobile en donne un bon exemple. Si l'assemblage d'un véhicule se fait dans un pays, les diverses pièces qui sont assemblées proviennent en général d'entreprises situées à l'étranger mais qui appartiennent, du moins en partie, à la même entreprise multinationale, celle qui procède au montage final. Bien entendu tous les grands fabricants d'automobiles ont implanté leurs fabriques de produits intermédiaires dans les pays où la production de chacune des pièces est le plus rentable. Dans d'autres situations, l'ouverture sur les marchés a conduit les entreprises à s'entendre et à sceller des alliances stratégiques transnationales, coentreprises ou mises en commun des productions intermédiaires (voir Emadi-Coffin, 2002, p. 165).

On ne dispose guère de séries chronologiques avec des données agrégées sur la fragmentation de la production, mais les travaux empiriques permettent tout de même de caractériser le phénomène. Premièrement, il apparaît que les produits intermédiaires constituent une part croissante du commerce international. Deuxièmement, il s'est produit au cours des dix-sept dernières années toute une série de fusions et acquisitions conduisant à la constitution de multinationales très puissantes. Celles-ci représentent aujourd'hui plus des deux tiers du commerce mondial et plus encore dans les secteurs de pointe. Troisièmement, bien que la part des pays en développement dans la production des produits intermédiaires soit restée stable au cours des dix-sept dernières années, celle des pays à faible revenu a diminué. Si l'on reprend l'exemple de l'automobile, la grande majorité des pays en développement ne produit pas de pièces détachées. Comme les investissements étrangers directs, la production transnationale se concentre dans cer-

tains pays en développement comme l'Argentine, le Brésil, la Chine, le Mexique, Singapour et la Thaïlande. La plupart des publications concluent que la fragmentation transnationale de la production est le moteur de l'intensification des échanges internationaux.

La mondialisation et sa dimension sociale

Si, pour l'essentiel, les données chiffrées présentées précédemment ne sont pas contestées, il n'en va pas de même des analyses sur les effets sociaux de la mondialisation. Au niveau le plus général, la plupart d'entre elles se polarisent ainsi: pour les unes, la mondialisation sert le progrès, crée de la richesse, ouvre des horizons et instaure un environnement favorable aux entreprises et à l'esprit d'entreprise; pour les autres, elle est cause de chômage, de pauvreté et de marginalisation, donc perçue comme un phénomène qui institutionnalise les crises sociales.

Etant donné la quantité de publications qui traitent des effets de l'accroissement du commerce international sur les coûts du travail et la fiscalité, nous commencerons par faire brièvement état du consensus qui existe à cet égard: l'augmentation des échanges exerce une pression considérable à la baisse des coûts du travail et des salaires. Nous poursuivrons avec la controverse sur les effets de la mondialisation sur la pauvreté. Si controverse il y a quant aux effets généraux, on constate néanmoins un large accord sur l'aggravation des inégalités que révèlent les expériences individuelles. Nous étudierons cette question en fonction des divers aspects que peuvent prendre les inégalités. Les chercheurs sont aussi d'accord, du moins dans une certaine mesure, sur le fait que, même pour ceux qui en ont bénéficié, la mondialisation a aggravé l'insécurité économique et sociale. Nous concluons par la présentation des travaux relatifs aux effets sociaux de la mondialisation dans les domaines suivants: travail des enfants, situation respective des hommes et des femmes et migrations.

Pression sur les salaires et l'emploi

Les multinationales localisent leurs activités en fonction de la meilleure combinaison, pour leur compétitivité, des facteurs suivants: main-d'œuvre, technologie, infrastructures, environnement propices aux affaires, ce dernier élément comprenant, entre autres, la faible taxation des profits et la stabilité politique. Il est bien établi que les années quatre-vingt-dix ont vu s'accroître les pressions à la baisse des coûts du travail et de la fiscalité, surtout dans les pays à revenu élevé et intermédiaire. Il est tout aussi bien établi que nombre de productions manufacturières se sont déplacées des pays industrialisés vers les pays en développement, même si la plupart de ces derniers n'ont pas profité

de ces transferts. Transferts qui ont provoqué un chômage structurel de masse dans les secteurs affectés de la plupart des pays industriels⁵. Ces derniers ont donc dû faire face à une demande accrue de protection sociale, notamment en matière de prestations servies par les régimes publics aux chômeurs. Contradictoirement, la diminution des ressources publiques, résultant de la baisse des droits de douane et des impôts sur les profits, a obligé de nombreux gouvernements à couper dans leurs dépenses, notamment sociales, ce qui selon certains conduit à la réforme, voire au démantèlement du système universaliste de sécurité sociale en Europe continentale. Comme l'on souligné Deacon et d'autres auteurs, ces pressions sur la protection sociale sont perçues comme menaçant l'existence d'un Etat social équitable⁶.

La polémique reste vive quant aux effets de la mondialisation sur les salaires et l'emploi; deux analyses bibliographiques récentes s'y sont intéressées. Celle de Greenaway et Nelson (2001) traite des conséquences de la mondialisation sur les marchés du travail et plus particulièrement des relations entre: le commerce international et les salaires; les microstructures et l'ajustement des marchés du travail; le commerce international et l'emploi; les migrations et les adaptations du marché du travail; les investissements étrangers directs et les marchés du travail. Les auteurs ont passé en revue les plus importantes contributions de ces vingt dernières années, concernant essentiellement les pays industrialisés. Rama (2003) a étudié les travaux universitaires qui traitent des effets de la mondialisation sur les travailleurs des pays en développement, avec une description des modalités de destructions et de créations d'emplois associées à la mondialisation.

La plupart des auteurs s'accordent à considérer que, en Europe, la résistance contre les baisses des salaires et le maintien en état de la protection sociale ont conduit à un chômage élevé mais n'ont guère eu d'influence sur la répartition des revenus. En revanche, aux Etats-Unis, les mêmes pressions motivées par la concurrence ont débouché sur une baisse des salaires dans l'industrie et sur une modification sensible de la répartition des revenus, bien que le pays ait pris des mesures de «sauvegarde» pour se protéger des effets négatifs des importations (Stiglitz, 2003).

Parallèlement, la mondialisation a accru la compétition entre pays en développement pour accueillir de nouvelles implantations industrielles. Presque tous ont cherché à obtenir des parts de la production

⁵ Toutefois, comme Stiglitz (2003) le souligne pour les Etats-Unis, si de plus en plus d'activités manufacturières ont été délocalisées au-delà des frontières, de nouveaux emplois, bien rémunérés, essentiellement situés dans le secteur des services, ont été créés, et ce en nombre supérieur aux emplois perdus dans les activités manufacturières. Il est toutefois évident que toutes les personnes précédemment employées dans ces dernières n'ont pas retrouvé du travail dans les services.

⁶ Pour une analyse récente des travaux sur cette question, voir Benvenisti et Nolte (2004).

internationalisée en créant des zones franches d'exportation et en faisant des concessions aux entreprises multinationales, par exemple sous la forme d'exemptions fiscales ou de travaux d'infrastructures conformes aux demandes des multinationales. Ces pays ont donc subi le coût d'importants changements structurels ainsi que d'un fort chômage. Coût qui a pu être compensé (par exemple par la création de nouveaux emplois, y compris pour les femmes et les enfants) par ceux qui ont réussi à attirer de gros investissements de la part des entreprises multinationales, mais au prix de pertes considérables de salaires et d'emplois pour la main-d'œuvre traditionnelle. Freeman (2003) conclut que, dans l'ensemble, on a surestimé les effets des échanges internationaux sur les économies et les marchés du travail, effets somme toute modestes⁷. En revanche, d'autres aspects de la mondialisation – l'immigration, les mouvements de capitaux et les transferts de technologies – ont eu plus de conséquences car la volatilité du capital comporte de plus grands risques pour le bien-être des travailleurs. Cet auteur conclut aussi que le respect des normes internationales du travail ne compromet pas l'avantage comparatif des pays en développement et que la médiocrité des normes du travail ne déclenche pas un nivellement par le bas. Chau et Kanbur (2001) indiquent que cette course au moins-disant est possible dans les pays du Sud mais qu'elle n'est pas inévitable.

Selon Ghose, «il n'existe aucun élément de preuve suggérant que l'expansion des échanges entre le Nord et le Sud dans le secteur manufacturier conduirait à un abaissement des normes du travail, que ce soit au Nord ou au Sud» (2003, p. 111), mais il met en évidence plusieurs sujets d'inquiétude dont le plus grave est l'exclusion à l'échelle mondiale: un grand nombre de pays en développement, où vit 30 pour cent de la population mondiale, ont été progressivement marginalisés de l'économie mondiale, avec un déclin de l'emploi et des normes du travail. Autres préoccupations: la libéralisation des échanges a conduit à une intégration désavantageuse dans l'économie mondiale de certaines économies (surtout d'Amérique latine) et la mondialisation ne stimulerait pas la croissance économique mondiale.

Controverse sur la pauvreté

Si la grande majorité des auteurs de publications universitaires ou institutionnelles conclut que la mondialisation a stimulé la croissance économique⁸ et que, dans l'ensemble, ses bénéfices surpassent ses coûts,

⁷ Blom, Goldberg, Pavcnik et Schady (2003) arrivent à des conclusions identiques.

⁸ Weisbrot et Baker (2002), Weisbrot, Baker, Kraev et Chen (2001), Weisbrot, Naiman et Kim (2000) ont un point de vue totalement opposé et affirment que le processus récent de mondialisation a freiné le progrès et ralenti la croissance, comparé à celui des années soixante-dix et quatre-vingt.

la controverse fait rage quant aux effets de cette mondialisation sur la pauvreté. Les travaux les plus influents (émanant pour la plupart d'institutions) concluent que la mondialisation a atténué la pauvreté. Toutefois, de nombreux chercheurs soulignent que les analyses empiriques qui débouchent sur cette conclusion sont entachées de biais conceptuels. L'étude complète menée par Oxfam International (2002), qui a popularisé l'idée selon laquelle les règles et les institutions qui gouvernent aujourd'hui le commerce international favorisent les pays développés, montre que les échanges internationaux peuvent avoir des effets positifs et négatifs sur la pauvreté. L'étude associée d'Oxfam America (2002), qui analyse les effets des activités financières internationales privées sur la pauvreté, conclut que le système financier mondial nuit aux pauvres.

Les études relatives aux effets des activités financières mondiales peuvent être partagées en deux, suivant qu'il s'agit des investissements étrangers directs ou des investissements en portefeuille. La plupart de ces études semblent confirmer que les investissements étrangers directs sont bien plus avantageux que les autres mouvements de capitaux. En fait, il a été montré que l'accroissement brutal des mouvements de capitaux à court terme (largement suscité par la libéralisation prématurée des comptes de capital et par les importants emprunts à court terme réalisés par des gouvernements en difficulté financière) est largement responsable des diverses crises financières des années quatre-vingt-dix, suivies de crises sociales qui ont annihilé la plupart des progrès antérieurs. Même le Fonds monétaire international (FMI), qui plaide traditionnellement pour la libéralisation des marchés des capitaux, en est venu à suggérer que l'intégration financière devrait être abordée avec précaution et que l'existence de bonnes institutions et de bons cadres macroéconomiques est primordiale (voir Prasad et coll., 2003, p. 5).

Agénor (2002) s'est demandé dans quelle mesure la mondialisation affecte les pauvres des pays à revenu faible et intermédiaire, notamment par l'existence d'une relation de type non linéaire. Utilisant des indicateurs nationaux relatifs aux échanges et à l'ouverture financière, ainsi qu'un indice de mondialisation tiré d'une analyse en composantes principales, il a testé l'existence de relations linéaires et non linéaires entre la mondialisation et la pauvreté. Ces résultats suggèrent que la relation entre mondialisation et pauvreté suit une courbe non monotone de type courbe de Laffer. Les résultats de son étude transversale sont cohérents avec les données d'observation présentées ci-après, selon lesquelles les pays à faible revenu ont été marginalisés par la mondialisation au cours de ces quinze dernières années. En outre, ses résultats sont aussi cohérents avec le point de vue généralement accepté quant aux conséquences de la mondialisation sur les inégalités (voir ci-dessous).

Mondialisation et inégalités

Il est aujourd'hui largement acquis que les avantages de la croissance dépendent essentiellement de la répartition des revenus engendrés par le progrès économique. La répartition fonctionnelle des revenus se définit comme le partage du revenu national entre les facteurs de production traditionnellement identifiés comme le travail et le capital⁹. On mesure la répartition des revenus par la part de ceux-ci perçue par les individus ou les familles classés par tranche de revenu (centiles par exemple)¹⁰.

Au milieu des années cinquante, Simon Kuznets, prix Nobel d'économie, a formulé l'hypothèse selon laquelle les inégalités de revenu suivent une courbe en U inversé: elles commencent par s'aggraver lorsque le PNB par tête augmente, atteignent un maximum au niveau des revenus intermédiaires, puis s'atténuent dans les pays industrialisés. Il s'agit là d'une hypothèse des plus connues mais des plus controversées de la théorie économique. L'existence de cette courbe en U inversé semblait confirmée empiriquement jusque dans les années soixante, mais les réexamens effectués dans les années quatre-vingt n'ont guère donné d'éléments de preuve en sa faveur. Le débat s'est poursuivi dans les années quatre-vingt-dix, diverses études aboutissant à des résultats contradictoires quant à la validité de la courbe de Kuznets. Quoi qu'il en soit, aujourd'hui il existe un accord à peu près général sur le fait que la croissance et l'équité ne sont pas nécessairement contradictoires. La plupart des économistes conviennent également du fait qu'il n'existe pas de lien automatique entre croissance économique et développement humain équitable. Toutefois, si des politiques déterminées les associent étroitement, ces deux éléments peuvent se renforcer mutuellement, la croissance économique peut alors réduire la pauvreté et servir le développement humain.

S'agissant des effets de la mondialisation sur les inégalités de revenu, on dispose maintenant d'un grand nombre de travaux, d'au moins cinquante auteurs, dont la plupart concluent que la mondialisation a aggravé les inégalités de revenu aussi bien dans les pays qu'entre eux. Stiglitz (2003), par exemple, avance que la mondialisation, telle qu'elle est menée aujourd'hui, tend à rendre les sociétés pauvres plus inégalitaires.

⁹ Il faut noter que la participation des salariés au capital s'est développée dans la plupart des pays industrialisés, conduisant à un certain flou de la ligne de démarcation entre salariés et employeurs. Toutefois, ce phénomène n'a apparemment pas conduit à des décisions plus favorables aux travailleurs de la part des directions d'entreprise.

¹⁰ Il existe plusieurs façons de mesurer les inégalités. La description des plus fréquemment utilisées peut être consultée à l'adresse suivante: <http://www.undp.org/poverty/initiatives/wider/wiid_measure.htm>. L'une des mesures les plus connues est le coefficient de Gini qui en théorie va de 1 (inégalité absolue) à 0 (égalité parfaite). En pratique, les coefficients de Gini se situent, dans le monde, entre 0,25 et 0,65. Même si les relations entre PNB par tête et répartition des revenus sont très variables d'un pays à l'autre, les données semblent indiquer que, en moyenne, les inégalités de revenu sont plus élevées dans les pays à faible revenu.

Toutefois, certains auteurs contestent ces résultats ou avancent que, même si l'accélération de la croissance s'est accompagnée d'une aggravation des inégalités, il ne reste pas moins que la pauvreté a reculé.

Parmi les premières études sur le sujet, plusieurs faisaient la distinction entre les effets de la mondialisation économique (surtout le commerce international) et ceux du changement technique, la plupart concluant que l'aggravation des inégalités de revenu était due aux seconds plutôt qu'aux premiers. Toutefois, Cornia et Court (2001) ainsi que Cornia et Kiiski (2001) ont montré que la généralisation de l'accentuation des inégalités est associée au libéralisme excessif des régimes économiques et à la façon dont ont été menées les réformes économiques¹¹.

Cornia et Kiiski (2001) ont passé en revue l'évolution des inégalités nationales au cours des vingt dernières années, à partir d'une étude systématique des publications et d'une analyse des statistiques de 73 pays représentant plus des quatre cinquièmes de la population et du PIB mondiaux. Ils constatent que les inégalités se sont accrues dans les deux tiers de ces pays sur la période, ce qui représente un renversement manifeste de tendance par rapport à ce que l'on observait depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Leur étude suggère aussi que, à l'exception de l'aggravation des disparités en matière d'éducation en Amérique latine, les causes traditionnelles d'inégalités (comme la concentration des terres et l'exode rural) ne rendent pas compte de la montée récente des inégalités de revenu. Celles-ci semblent associées au déplacement vers les techniques demandant plus de qualifications, mais aussi à la tendance à la déréglementation interne et à la libéralisation extérieure. Parmi les six principales composantes du nouveau régime, la libéralisation des comptes de capital semble avoir les plus forts effets inégalitaires, suivie par la libéralisation financière intérieure, la déréglementation des marchés du travail et les réformes fiscales. La privatisation est associée à l'aggravation des inégalités dans certaines régions mais non dans d'autres, tandis que la libéralisation des échanges a des effets inégalitaires modestes voire insignifiants.

De même, Singh et Dhumale (2000) observent que, dans les pays en développement, ni les échanges ni la technologie ne sont nécessairement les premiers facteurs de l'aggravation des inégalités de revenu, même s'ils conviennent que la mondialisation (plus par la libéralisation financière que par celle des échanges) et l'évolution technique sont sans doute toutes deux des facteurs d'aggravation des inégalités dans ces pays au cours des deux dernières décennies. Ils concluent que les facteurs les plus déterminants sont les normes sociales admises, les institu-

¹¹ Une étude récente sur le rôle du progrès technique dans la modification de la répartition des revenus a posé la question de savoir si les inégalités doivent être considérées comme le résultat d'une évolution technique qui favorise certaines qualifications ou s'il y a un lien inconnu – ou peut-être pas de lien du tout – entre l'évolution technique et l'évolution des inégalités salariales. Voir les diverses contributions de Ginther et Zavadny (2002).

tions du marché du travail (syndicats, salaire minimum) et la situation macroéconomique.

Khan, Griffin, et Riskin (1999) ont analysé l'évolution récente de la répartition des revenus dans les zones urbaines de la Chine; ils concluent que l'aggravation des inégalités est plus vraisemblablement due aux réformes économiques (notamment aux coupes dans la protection sociale) qu'à la mondialisation, et que, du moins dans les régions les plus prospères, celle-ci a induit une répartition plus équitable des revenus en créant de nouveaux emplois. Il peut donc y avoir des cas dans lesquels les effets sur la répartition des revenus peuvent être déduits du modèle Heckscher-Ohlin¹². Toutefois, l'accord reste général sur le fait que la mondialisation a ouvert l'éventail des revenus à la fois à l'intérieur des pays et entre eux, dans la mesure où l'on considère que le changement technique fait partie du processus de mondialisation.

Si l'on considère une plus longue période, les auteurs s'accordent sur le fait que l'inégalité de la répartition des revenus s'est considérablement aggravée au cours du XX^e siècle. Selon le FMI (2000) le coefficient de Gini est passé de 0,40 en 1900 à 0,48 en 2000. Bourguignon et Morrisson (2002) ont examiné les effets combinés des tendances suivies par les disparités de revenus à l'intérieur des pays et entre eux pour conclure que les inégalités à l'échelle internationale se sont sérieusement aggravées entre 1820 et 1910, sont restées stables entre 1910 et 1960 et se sont accentuées à nouveau entre 1960 et 1992. Pour la période plus récente, Milanovic (2002) conclut également que la répartition des revenus est devenue nettement plus inégale entre 1988 et 1993.

Burtless (2002) pense que le revenu n'est pas le meilleur indicateur pour évaluer les effets de la mondialisation sur les inégalités: si l'on considère d'autres indicateurs, comme l'espérance de vie, on constate que la mondialisation a un effet égalitaire¹³. Par ailleurs, certaines indications donnent à penser que les disparités d'espérance de vie se creusent de nouveau à cause de l'épidémie de SIDA. En outre, les premiers temps de l'allongement de l'espérance de vie peuvent avoir été marqués par la généralisation des progrès de la médecine. Enfin, comparée au revenu, l'espérance de vie n'est pas nécessairement un meilleur indicateur des effets de la mondialisation sur les inégalités, d'autant qu'elle ne rend pas compte de certains aspects qualitatifs de la vie.

Un monde moins sûr

On peut définir l'insécurité de nombreuses manières. Ses aspects les plus fréquemment traités dans les publications sont l'insécurité de

¹² Selon lequel l'avantage comparatif découle des dotations relatives en facteurs des pays participant à l'échange.

¹³ Voir Becker, Philipson et Soares (2003) qui soutiennent un point de vue similaire.

l'emploi, le défaut de protection sociale, l'insécurité alimentaire et la crainte du terrorisme. Quelle que soit la définition, on constate un accord très large des auteurs sur le fait que la mondialisation, même pour ceux qui en ont bénéficié, a aggravé l'insécurité économique, sociale et politique.

On doit à Torres (2001a) l'examen le plus exhaustif des questions relatives à l'insécurité de l'emploi et aux changements des modalités d'emploi. Les principaux aspects de l'insécurité économique chez les travailleurs ont fait l'objet d'une récente étude empirique de Scheve et Slaughter (2002)¹⁴, ainsi que de diverses contributions à un ouvrage publié sous la direction de Debrah et Smith (2002). Davis, Thomas et Amponsah (2001) ont traité des rapports entre mondialisation et sécurité alimentaire. Quant au lien entre la mondialisation et le terrorisme (entre autres), il a fait l'objet d'une étude de la Banque mondiale (2002).

Selon certains auteurs, même si la plus grande volatilité, à l'échelle internationale, des échanges, des mouvements de capitaux et de la production a pu aggraver l'insécurité, l'inaction politique face à la montée des risques et de l'incertitude y a tout autant, sinon plus, contribué (voir Nayyar (2002), Ocampo et Martín (2003), ainsi que Cornia et Court (2001), Deacon (2002)). Partant du principe que d'ordinaire les gens n'aiment guère le risque, la question la plus difficile est de savoir si les coûts associés à plus d'insécurité ont été ou non compensés par les autres avantages de la mondialisation. La réponse est sans doute positive pour les travailleurs et les familles qui sont sortis de la pauvreté grâce à celle-ci. Toutefois, et il en va de même pour d'autres aspects de la mondialisation, il semble se dégager des publications que les pauvres et les personnes défavorisées subissent de façon disproportionnée l'aggravation de l'insécurité, essentiellement parce que les déficiences des marchés ne leur permettent pas d'équilibrer revenu et consommation.

En conclusion, la mondialisation a accru l'insécurité, aggravant ainsi les conséquences négatives de la montée des inégalités, et, comme Kaplinsky (2001) et d'autres l'ont avancé, l'association de ces deux phénomènes est si répandue qu'elle menace à terme la poursuite du processus de mondialisation.

Travail des enfants

Les publications traitant des effets de la mondialisation sur le travail des enfants peuvent être classées en trois catégories. Les premières

¹⁴ Selon Scheve et Slaughter (2002), l'idée répandue selon laquelle l'intégration économique aggrave l'insécurité des travailleurs manque de vérification empirique. Ils avancent que l'insécurité économique peut être associée au fait que les emplois présentent plus de risques ou des salaires moins sûrs, et que les investissements étrangers directs peuvent être un facteur déterminant de l'aggravation de ce risque en rendant la demande de main-d'œuvre plus élastique.

mettent en garde le public contre le caractère négatif et très grave de ces effets dans certains pays et dans certains secteurs d'activité. Les deuxièmes discutent de l'utilité des mesures prises dans les pays industrialisés, comme le boycott des produits manufacturés par des enfants, et de la pertinence d'intégrer aux négociations commerciales l'application des normes en vigueur dans les pays industrialisés. Celles de la troisième catégorie font état de résultats empiriques sur le sujet, mais aussi sur les effets plus généraux de la mondialisation¹⁵.

Les conclusions présentées ci-après proviennent pour l'essentiel de cette troisième catégorie. Tout d'abord, on a pu penser que la mondialisation augmentait le travail des enfants. On sait maintenant que cela s'explique largement par un déplacement d'activités effectuées dans le cadre du travail à domicile ou d'entreprises familiales vers l'emploi salarié formel plus visible. Ensuite, bien qu'il y ait à l'évidence des abus inacceptables, ce travail des enfants dans un cadre formel a eu des effets positifs à court terme sur le revenu des familles pauvres. Enfin, sous la pression internationale et par crainte des boycotts dans les pays industrialisés, la plupart des pays en développement ont légiféré contre le travail des enfants. Certaines multinationales ont aussi volontairement banni ce travail à la suite des pressions exercées dans les pays industrialisés. Même si le respect des lois adoptées par les pays en développement laisse encore beaucoup à désirer, plusieurs études empiriques récentes concluent que la mondialisation a de fait contribué à réduire le travail des enfants, au moins dans le secteur formel¹⁶. En revanche, on a peu d'éléments sur le caractère bénéfique de cette réduction. White (1996) s'est livré à une revue critique des publications, y compris celles du BIT et de l'UNICEF, qui analysent les conséquences du retrait des enfants au travail dans l'industrie du vêtement au Bangladesh en 1993. L'auteur conclut que l'objectif prioritaire devrait être de lutter contre l'exploitation des enfants plutôt que de les exclure du marché du travail. C'est un point de vue toutefois contesté par beaucoup, syndicats ou militants contre le travail des enfants.

Situation respective des femmes et des hommes

Dans ce domaine, les travaux sont controversés et leurs résultats demandent confirmation. On a commencé par considérer que la mondialisation réduit les inégalités entre les sexes du fait de l'augmentation du taux d'activité des femmes et de la liberté qu'elles gagnent en accédant au travail salarié. Mais des travaux plus récents montrent que la

¹⁵ A ce propos, voir notamment Cornia (2002) qui examine les mesures et les programmes complémentaires comme les assurances sociales, les structures de soins aux enfants ou les aides familiales, qui sont le plus à même de faire en sorte que la mondialisation profite aux enfants.

¹⁶ Voir Cigno, Rosati et Guarcello (2002) ainsi que Edmonds et Pavcnik (2002).

discrimination à l'encontre des femmes persiste. Si on fait le rapprochement avec le travail des enfants, la première tendance qui se dégage est que les femmes et les enfants ont été mieux intégrés à l'emploi formel. Toute la différence tient à ce que, dans le cas des enfants, on considère l'augmentation de leur taux d'activité comme une détérioration de leur situation alors que pour les femmes cela représente une amélioration.

La situation sociale des femmes a certainement connu quelques progrès de par l'augmentation de leur taux d'activité, spécialement dans les secteurs manufacturiers et les zones franches d'exportation. Toutefois, les études les plus récentes, notamment Chambers (2000), avancent que, malgré l'augmentation de leur activité, les femmes restent dépourvues d'autonomie économique. Effectivement, l'une des raisons de l'augmentation de l'activité des femmes est qu'elles acceptent des salaires plus bas. En outre, on a avancé que les travailleuses ne maîtrisent guère l'utilisation de leur salaire et qu'elles portent toujours le poids du travail domestique non rémunéré, même dans les ménages où elles apportent le revenu le plus important. Des études ont même constaté que, dans certaines circonstances, le changement de situation sociale des femmes a entraîné des manifestations d'hostilité et de violence de la part des hommes.

Black et Brainerd (2002) en concluent que «l'accentuation de la concurrence due aux échanges contribue à une augmentation relative du salaire des femmes dans les activités où elles sont concentrées plutôt qu'en concurrence avec les hommes, ce qui suggère que, au moins à cet égard, l'augmentation des échanges peut profiter aux femmes en limitant la capacité des entreprises de se livrer à des discriminations» (p. i). Par ailleurs, selon Balakrishnan (2002), la fragmentation internationale de la production entraîne une flexibilisation du travail. Les femmes doivent donc accepter des emplois instables et vulnérables afin de pouvoir concilier travail rémunéré et responsabilités familiales. De même Moghadam (2001) porte un regard sexospécifique sur la mondialisation et montre ses effets contradictoires et sur le travail des femmes et sur leur militantisme. Elle en conclut que la mondialisation a des effets catastrophiques sur les femmes¹⁷, mais qu'elle a aussi créé un nouvel espace de travail et d'organisation pour les femmes, ce qui donne l'espoir d'un puissant mouvement de contestation du système.

Miller et Vivian (2002) considèrent que le mouvement de libéralisation des échanges et de restructuration économique affectera de nombreux pays où il y a une importante main-d'œuvre féminine dans les activités à forte intensité de main-d'œuvre; que la compétitivité tient pour une large part au progrès technique et à la productivité du travail;

¹⁷ De même, Bielenstein (2002) conclut que la mondialisation a rendu la condition des travailleuses particulièrement dure dans de nombreux pays d'Asie, situation aggravée par la crise économique des dernières années.

et que le défi consiste à assurer la transition vers des emplois à forte productivité et à haut salaire sans évincer la main-d'œuvre féminine actuelle (qui vient des foyers à faible revenu) au profit des hommes ou de travailleurs socialement mieux lotis. Enfin, Çağatay (2001) conclut principalement que «les politiques et les évolutions en matière d'échanges affectent différemment les hommes et les femmes du fait de leur différence de localisation et de maîtrise des ressources dans l'économie; les inégalités entre sexes ont des effets différents sur les politiques commerciales selon le type d'économie et le secteur. Il s'ensuit que la libéralisation des échanges peut ne pas donner les résultats attendus et que l'analyse sexospécifique est essentielle pour formuler des politiques commerciales qui renforcent l'égalité des sexes et le développement humain, plutôt qu'elles ne les mettent en péril.» (p. 5).

Migrations

La première observation est que la mondialisation, sous sa forme récente, s'est accompagnée de bien moins de migrations internationales qu'à n'importe quelle autre époque de l'histoire. Il ne fait pas de doute non plus que les migrations ont été freinées par les lois adoptées en la matière par les pays industrialisés. Par comparaison avec les grandes migrations précédentes, celles d'aujourd'hui sont beaucoup plus sélectives, tant dans les pays d'émigration que d'immigration. L'analyse exhaustive de Stalker (2000) conclut que certaines sources traditionnelles de migration, notamment à partir de l'Europe, se sont tariées tandis que beaucoup d'autres naissaient, notamment en Asie du Sud-Est. Le *Rapport sur le développement dans le monde 1995* montre que les migrants d'aujourd'hui viennent de plus en plus des pays pauvres¹⁸.

Ensuite, comme Solimano (2001) l'a souligné, la mondialisation d'aujourd'hui est moins favorable aux migrations internationales des travailleurs non qualifiés que ne l'étaient les précédentes. Ce nouvel aspect, bien connu, est communément qualifié de «fuite des cerveaux». Les chercheurs s'accordent largement sur le fait que l'émigration a des effets négatifs sur l'offre de main-d'œuvre dans certains pays en développement surtout lorsque les émigrants appartiennent aux segments les plus productifs et les mieux formés de la main-d'œuvre. Par exemple, Adams (2003) constate l'exode de la partie de la population la mieux instruite de cinq pays d'Amérique latine géographiquement les plus proches des Etats-Unis (République dominicaine, El Salvador, Guatemala, Jamaïque et Mexique).

En revanche, les pays d'émigration bénéficient des transferts monétaires effectués par les migrants vers leur pays d'origine. La publication

¹⁸ Des données sur le Pakistan indiquent qu'environ 25 pour cent de la main-d'œuvre supplémentaire a quitté le pays au cours de la période 1978-1983 (Banque mondiale, 1995).

de la Banque mondiale *Global Development Finance 2003* est en partie consacrée à ces transferts. En 2001, dans les vingt pays en développement qui en recevaient le plus, la part de ces transferts dans le PIB allait de 7 pour cent (Sri Lanka) à 37,4 pour cent (Tonga) (Banque mondiale, 2003a)¹⁹. Bien que ces transferts améliorent le niveau de vie des familles qui en bénéficient, ils ne contribuent guère au développement des pays d'émigration, et le départ des travailleurs les mieux instruits et les plus productifs reste un problème surtout pour les pays les plus pauvres.

Trois contributions à l'ouvrage publié sous la direction de Baker, Epstein et Pollin (1999) traitent de plusieurs questions relatives aux migrations dans l'économie mondialisée²⁰. De son côté, Nayyar (2002) conclut qu'il est temps d'envisager un nouveau cadre institutionnel pour régir les mouvements de population transnationaux. Nous y reviendrons plus avant.

Stratégies nationales et internationales

Les publications récentes ne sont pas avares de suggestions et de propositions. Celles-ci vont de l'appel au protectionnisme à la réforme des systèmes d'enseignement nationaux, en passant par la création de nouvelles organisations internationales. Nous commencerons par passer brièvement en revue les orientations générales proposées en nous intéressant plus particulièrement au rôle de l'Etat et aux complémentarités, entre acteurs et entre politiques. Nous examinerons ensuite de façon plus détaillée certaines mesures plus spécifiques proposées à l'échelle nationale ou internationale.

Les grandes orientations stratégiques

Les stratégies d'ensemble face à la mondialisation (par opposition aux mesures spécifiques, comme le protectionnisme) ne font l'objet de

¹⁹ Travaillant sur une nouvelle base de données sur les transferts des migrants, Adams et Page (2003) indiquent que ceux-ci ont un fort effet de réduction de la pauvreté. En moyenne, une augmentation de 10 pour cent de la part des transferts dans le PIB induit une diminution de 1,6 pour cent de la proportion de personnes vivant dans la pauvreté.

²⁰ Citons l'introduction des directeurs de publication: «La contribution de Sutcliffe propose un cadre général fondé sur cet argument: par principe les frontières internationales devraient être ouvertes.» (p. 29). Tout en reconnaissant le caractère utopique de cette perspective dans l'environnement actuel, Sutcliffe avance qu'une orientation stratégique claire découle de cette position de principe: premièrement, les frontières devraient être ouvertes autant qu'il est possible et, deuxièmement, les droits des immigrés dans les pays d'accueil devraient être élargis. Il ajoute que l'absence de principes directeurs en Europe occidentale est une des causes principales de la dégradation des comportements à l'égard des immigrants. Gregory DeFreitas met l'accent sur les restrictions pratiques à l'immigration aux Etats-Unis ainsi que sur les effets de l'augmentation de l'immigration sur les marchés du travail et le secteur public aux Etats-Unis. La troisième contribution, celle de Prabhat Patnaik et C.P. Chandrasekhar, traite des effets de l'émigration sur les travailleurs les moins qualifiés des pays en développement; phénomène qui selon les auteurs a des effets incontestablement bénéfiques sur les pays en question.

publications que depuis peu. Ces travaux s'inscrivent dans la lignée de l'importante littérature consacrée aux programmes d'ajustement structurel qui traitait surtout des effets sur la croissance et la pauvreté de phénomènes tels que la libéralisation des échanges, l'allègement de la dette, les réformes économiques – libéralisation des marchés et privatisation. Après la crise financière de 1997 en Asie, les opinions publiques et les chercheurs ont commencé à se demander comment l'action publique pourrait atténuer les effets négatifs de la mondialisation (Lee, 1999). En outre, il a été suggéré que les bénéfices de la mondialisation pouvaient être accrus, et leur répartition améliorée, par un dosage approprié de mesures d'ordre public. On en trouvera un tableau exhaustif dans un rapport de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes CEALC (2002), ainsi que dans Khor (2001), Ocampo et Martín (2003), Torres (2001a), et Banque mondiale (2002). La CNUCED (1996) a formulé dix recommandations fondées sur quatorze contributions d'institutions internationales où étaient analysés les effets de la mondialisation (surtout de la libéralisation) sur la pauvreté.

Torres (2001a) fait la synthèse de sept études de cas nationales sur les effets sociaux de la mondialisation (Afrique du Sud, Bangladesh, Chili, République de Corée, Maurice, Pologne et Suisse)²¹ et suggère diverses mesures pour stimuler les activités suscitées par la mondialisation et consolider les quatre piliers sociaux (éducation et formation, filet de sécurité sociale, droit du travail, normes fondamentales du travail) qui, comme l'auteur le souligne, non seulement ont une valeur intrinsèque, mais peuvent aussi accroître les bénéfices de la mondialisation.

Selon Khor (2001), diverses leçons doivent être tirées de l'expérience de la libéralisation. Ses propositions les plus générales sont les suivantes: rééquilibrer les avantages et les inconvénients de la mondialisation; instaurer une coordination Sud-Sud des politiques des pays en développement; mettre en place une gouvernance mondiale, rationnelle et démocratique; rééquilibrer les rôles de l'Etat et du marché; élaborer des stratégies de développement pertinentes.

Tout en soulignant avec insistance que la mondialisation favorise l'atténuation de la pauvreté, le rapport de la Banque mondiale *Mondialisation, développement et pauvreté: bâtir une économie mondiale intégrée* propose sept programmes d'action considérés comme particulièrement importants pour que la mondialisation profite aux pauvres: ouvrir un cycle de négociations commerciales dit «cycle de développement»; instaurer un climat favorable à l'investissement dans les pays en développement; assurer une meilleure allocation des ressources en matière

²¹ Les sept études ont été réalisées en vertu du mandat du groupe de travail du BIT sur les dimensions sociales de la libéralisation du commerce international. Afrique du Sud: Hayter, Reinecke et Torres (2001); Bangladesh: Paratian et Torres (2001); Chili: Reinecke et Torres (2001); République de Corée: Torres (2001b); Maurice: Anker, Paratian et Torres (2001); Pologne: Torres et coll. (2001); Suisse: Romero et Torres (2001).

d'éducation et de services de santé; offrir une protection sociale en prenant comme référence le marché du travail le plus dynamique d'une économie ouverte; augmenter le volume et mieux gérer l'aide extérieure; alléger la dette; lutter contre l'effet de serre et le réchauffement planétaire (Banque mondiale, 2002).

Ocampo et Martín (2003) ainsi que CEALC (2002) présentent en détail les éléments suivants: quatre principes fondamentaux concourant à l'instauration d'un meilleur ordre mondial; cinq orientations stratégiques nationales face à la mondialisation; l'affirmation du rôle clé de l'action régionale; six ordres du jour mondiaux sur des questions plus spécifiques. Les quatre principes fondamentaux, associés à la réalisation de trois grands objectifs²², sont les suivants: respect de la diversité par les règles et institutions mondiales; complémentarité des architectures institutionnelles aux niveaux mondial, régional et national; participation égalitaire; bonne gouvernance. Les cinq orientations nationales portent sur les sujets suivants: place des stratégies nationales et grandes lignes de leur contenu; stratégie macroéconomique; compétitivité systématique; préservation durable de l'environnement; politiques sociales. S'agissant des ordres du jour mondiaux: les biens publics mondiaux d'ordre macroéconomique; le développement durable en tant que bien public mondial; la correction des asymétries financières et macroéconomiques; la correction des asymétries dans les domaines de la production et de la technique; l'inscription des migrations à l'ordre du jour de la communauté internationale; l'établissement des droits économiques, sociaux et culturels en tant que fondements de la citoyenneté mondiale.

La crise asiatique a suscité un grand nombre de publications. Mais bien d'autres travaux l'avaient précédée qui s'interrogeaient sur le processus de mondialisation alors incontesté: Boyer et Drache (1996), Deacon, Hulse et Stubbs (1997), Geider (1997), Gill (1997), Hart et Prakash (1997a, 1997b), Mittelman (1996), Rodrik (1997), Siebert (1997), et CNUCED (1996). Même si des travaux beaucoup plus critiques ont été publiés depuis 1997, il faut reconnaître que bien peu de mesures proposées ont été mises en œuvre. En sus des contributions déjà citées et des recommandations spécifiques qui figurent dans les nombreux travaux sur le travail²³, les éléments d'une stratégie d'en-

²² L'offre de biens publics mondiaux, la correction des asymétries internationales et l'établissement d'un projet social mondial fondé sur les droits.

²³ S'agissant des nombreuses suggestions faites dans l'énorme littérature sur le travail, voir Greenaway et Nelson (2001), Lee (2000), Memedovic, Kuyvenhoeven et Molle (1998), Rama (2003), Stiglitz (2002), et van der Hoeven et Taylor (2000). Rama prévient: «les moyens les plus efficaces d'atténuer les effets négatifs de la mondialisation se situent probablement en dehors du marché du travail» (2003, p. 22). On trouvera dans Tzannatos (1999) des propositions plus spécifiques concernant la situation des femmes sur les marchés du travail.

semble sont proposés par Eichengreen (2002), Masson (2001) et Murshed (2002). Si l'on compare les publications antérieures et postérieures à la crise asiatique, on ne peut conclure qu'à la nécessité d'une action plus vigoureuse afin d'éviter les troubles sociaux qui, comme l'ont souligné Bourguignon et coll. (2002), peuvent annihiler une bonne partie des bénéfices tirés de la mondialisation.

Rôle de l'Etat et complémentarités

Les auteurs s'accordent en général sur le fait que la mondialisation a réduit l'autonomie des Etats-nations en matière économique, mais aussi sur le fait qu'elle appelle une «activité» accrue de l'Etat dans le domaine social (Chang, 2003; Nayyar, 2001; Woolcock, 2001). Selon certains, il est aussi nécessaire de redéfinir le rôle de l'Etat en matière économique pour corriger les asymétries et les déficiences en matière d'information des marchés (voir Stiglitz, 2002). Il s'agit, par exemple, d'empêcher que se reproduisent des scandales financiers tels que ceux auxquels on a assisté récemment ou d'éviter le sous-investissement en capital humain. Toutefois, la controverse reste vive quant à ce que l'Etat doit ou ne doit pas faire, avec quels instruments et quel financement (par exemple, faut-il faire payer les utilisateurs ou les contribuables?).

En outre, si la mondialisation requiert quelque homogénéisation des politiques, il reste de nombreux domaines dans lesquels les différences de normes nationales doivent être respectées et où l'imposition de normes internationales pourrait être plus dommageable qu'utile lorsqu'il s'agit de rendre la mondialisation plus intégratrice et plus efficace. A cet égard, Murshed (2000) propose une discussion instructive sur les normes relatives au travail et à l'environnement²⁴.

Le principe de subsidiarité est primordial lorsqu'il s'agit de décider qui doit concevoir, promouvoir et mettre en œuvre les mesures qui touchent à la dimension sociale de la mondialisation. En vertu de ce principe, il faut tenir compte de l'existence de nombreux acteurs: individus, familles, entreprises, syndicats, gouvernements, organisations de toutes sortes (ONG, institutions de développement régional, institutions mondiales). Le récent rapport de la CEALC, *Globalization and development*, fournit un examen détaillé des complémentarités entre institutions mondiales, régionales et nationales (CEALC, 2002). Bien souvent, une certaine complémentarité pourrait exister entre les divers acteurs pour que leurs actions se renforcent mutuellement, sous réserve d'une bonne coordination. Enfin, la plupart des suggestions faites pour que les politiques nationales et internationales favorisent la croissance

²⁴ Nous traitons ci-après plus en détail la question de l'importance des normes fondamentales du travail.

et atténuent la pauvreté comprennent des mesures qui visent à rendre le processus de mondialisation plus équitable et plus durable²⁵.

La liste des mesures envisagées ci-après ne doit pas être considérée comme exhaustive mais comme une sélection des propositions les plus étroitement associées à la mondialisation.

Mesures suggérées à l'échelle nationale

Etant donné les différences nationales de niveau de développement, d'institutions et de priorités, les mesures à prendre face à la mondialisation ne pourront que varier d'un pays à l'autre. Toutefois, certaines des suggestions formulées dans les publications récentes s'adressent à tous les gouvernements: investir dans l'éducation et la formation; respecter les normes fondamentales du travail; offrir une protection sociale et l'améliorer lorsqu'elle existe; s'attaquer à l'aggravation des inégalités; organiser le débat sur la mondialisation. D'autres politiques prennent de l'importance à mesure que la mondialisation progresse: politiques macroéconomiques durables, création d'un environnement propice aux investissements, règles financières prudentielles, politiques sectorielles spécifiques. CEALC (2002) passe en revue ces politiques plus «traditionnelles».

Education et formation

Les auteurs s'accordent largement sur le fait que les actions les plus payantes se situent dans le domaine de l'éducation et de la formation, notamment par la modernisation des institutions et des politiques qui favorisent l'innovation. Si on conseille généralement aux pays les plus pauvres de concentrer leurs efforts sur l'enseignement de base (généralement associé à la gratuité des services de santé primaires, vaccination notamment), on suggère plutôt aux pays à revenu intermédiaire et élevé d'adapter leurs filières de formation. Etant donné que la mondialisation a souvent provoqué, non seulement un chômage frictionnel, mais aussi un important chômage structurel, il est capital de proposer aux chômeurs des formations spécifiques qui leur permettent de s'orienter vers les métiers les plus demandés. L'expérience montre que, si l'on veut une instruction primaire universelle, il faut compenser la perte de revenu que subissent les familles les plus pauvres lorsqu'elles scolarisent leurs enfants. Ces questions d'éducation et de formation font l'objet d'un examen détaillé dans CEALC (2002, pp. 108-109), Eichengreen (2002, pp. 22-29), Torres (2001a, pp. 54-56), CNUCED

²⁵ Voir par exemple, Cornia (2004) et Shorrocks et van der Hoeven (2004).

(1996, pp. 18-19), Banque mondiale (2002, pp. 156-157), ainsi que dans les divers travaux de Henry et coll. (2001).

Normes fondamentales du travail

Il est désormais acquis que le respect des normes fondamentales du travail – abolition effective du travail des enfants, élimination de toutes formes de travail forcé ou obligatoire, élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession, liberté d'association et reconnaissance effective du droit de négociation collective – est un moyen très efficace de rendre la mondialisation plus juste. Il faut toutefois noter des différences de définition à l'échelle nationale (par exemple, en quoi consiste exactement le travail des enfants) dont il faut tenir compte. Dans la plupart des situations, le respect de chacune de ces normes implique l'adoption de mesures d'accompagnement comme, par exemple, l'attribution d'aide compensatoire aux familles qui subissent une perte de revenu du fait de l'abolition du travail des enfants. Les questions relatives aux normes fondamentales du travail font l'objet d'un examen détaillé dans Torres (2001a, pp. 63-66) ainsi que dans bien d'autres publications des années quatre-vingt-dix, voir par exemple Freeman (1998), Maskus (1997), OCDE (1995 et 1996), Rodrik (1996) et Srinivasan (1994).

Protection sociale

Ici aussi, il existe un accord entre les auteurs sur le fait que la protection sociale doit être plus efficace pour compenser certains effets négatifs des politiques dictées par la mondialisation. Le problème est que les points de vue diffèrent sur ce qu'est une protection sociale efficace et sur la manière de la financer. Selon plusieurs auteurs, la mondialisation (entre autres facteurs) a contribué au démantèlement de certains pans de la protection sociale ou de l'assurance sociale, surtout si l'on fait référence aux modèles universels associés à d'importantes dépenses publiques dans les pays industrialisés. Certains en appellent à la restauration intégrale du modèle classique, d'autres penchent pour de nouveaux modèles privilégiant la privatisation de la gestion des régimes et de leur financement. Les études les plus exhaustives sur la question sont les suivantes: Deacon (2000, 2001 et 2002), Gough (2001), Norton (2000), Norton et Conlin (2000) et Yeates (2001 et 2002). Dans un souci d'efficacité, il est généralement proposé d'associer des politiques actives du marché du travail à l'assurance chômage.

Inégalité des revenus

Même si les trois domaines d'action envisagés précédemment offrent des possibilités de rendre la mondialisation plus juste, s'exprime la revendication de mesures directes contre l'accentuation des inégalités de revenu. L'un des arguments les plus forts en la matière est fondé

sur des résultats récents de recherches qui concluent que l'élasticité du taux de pauvreté par rapport à la croissance économique²⁶ est d'autant plus grande que les sociétés sont plus égalitaires. Cornia et Court (2001) examinent en détail les mesures propres à réduire les inégalités, notamment celles qui consistent à promouvoir une croissance riche en emplois. Diverses autres actions sont possibles sur le marché du travail, notamment celles qui visent à accroître leur flexibilité, qui peuvent se révéler très efficaces pour réduire les inégalités (van der Hoeven, 2000).

Débattre de la mondialisation

Pour finir, des mesures relativement simples et peu coûteuses peuvent être prises afin de faciliter le débat sur la mondialisation. Dans les pays en développement, cela peut être intégré aux consultations déjà en cours pour la formulation des Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP). Ailleurs, ces débats peuvent facilement être organisés grâce aux réseaux mis en place par la plupart des partis politiques pour recueillir des informations susceptibles d'éclairer leurs décisions. L'un des objectifs de la Commission mondiale de l'OIT sur la dimension sociale de la mondialisation est de faire de ces consultations une pierre angulaire de l'élaboration des politiques nationales et internationales relatives à la mondialisation²⁷.

Stratégies internationales

A cette échelle, les suggestions ne manquent pas, dont certaines sont antérieures au débat actuel sur la mondialisation, comme, par exemple la réforme des institutions financières internationales et des Nations Unies, l'augmentation de l'aide au développement, l'allègement de la dette, l'instauration d'une taxe internationale ou l'harmonisation des fiscalités. Toutefois, seules deux grandes séries de mesures suscitent une large adhésion dans les publications: un «cycle de développement» dans les négociations commerciales et une nouvelle architecture financière. Avant d'en arriver là, bien des oppositions politiques devront être surmontées.

Un «cycle de développement» dans les négociations commerciales

L'iniquité des règles en matière de commerce international a suscité une revendication générale en faveur d'un cycle de négociations commerciales pour le développement. En la matière, on connaît bien les

²⁶ L'élasticité du taux de la pauvreté par rapport à la croissance économique indique dans quelle mesure la croissance économique contribue à la réduction de la pauvreté. Pour plus de détail voir Heltberg (2002).

²⁷ A propos des plus récentes consultations engagées à ce propos, voir le site web de la Commission mondiale: <<http://www.ilo.org/public/french/wcsdg/index.htm>>.

obstacles dressés par les pays industrialisés à l'importation de produits agricoles en provenance des pays en développement, obstacles auxquels s'ajoute le subventionnement de leur production agricole. L'affaire des droits de propriété intellectuelle allant à l'encontre des besoins urgents de médicaments pour combattre le SIDA est elle aussi bien connue. Se situant à un niveau plus général, Rodrik (2001) a suggéré de moins s'intéresser à la libéralisation et de plus se préoccuper du développement. Compte tenu de l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations menées sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de nombreux pays en développement s'interrogent sur l'intérêt d'étendre leur champ d'action au-delà des échanges traditionnels. Divers moyens sont proposés pour renforcer la capacité de négociation des pays en développement, auxquels s'ajoute la suggestion de revoir le mandat exclusif et les procédures de l'OMC. En conséquence, on constate une augmentation des accords commerciaux bilatéraux, même si ceux-ci représentent une moins bonne solution que les accords multilatéraux, surtout si les pays en développement y sont contraints par la promesse d'autres avantages.

Une nouvelle architecture financière

Compte tenu de la plus grande volatilité des marchés financiers mondiaux, qui les exposent aux crises, de nombreuses voix en appellent à la création d'une nouvelle architecture financière. Le Forum pour la stabilité financière (qui rassemble des représentants de haut rang des pays du G7 et des principales institutions financières internationales) a été créé en 1999 avec le mandat explicite d'identifier les faiblesses du système financier international. Les propositions de réformes à cet égard se limitent à quelques mesures très spécifiques et fortement contestées, comme l'institution de normes et de codes, diverses suggestions relatives à un nouveau mécanisme de réaménagement de la dette internationale²⁸, et autres propositions d'instaurer un contrôle des mouvements de capitaux ou de taxer les transactions financières (comme la taxe Tobin).

Outre la publication de son *Global Financial Stability Report* deux fois par an, le Fonds monétaire international (FMI) a entrepris une démarche bilatérale avec ses Etats Membres pour identifier leurs points faibles et évaluer leur capacité d'absorber les chocs. Akyüz (2002) examine en profondeur les moyens de réformer l'architecture financière mondiale et suggère plusieurs améliorations de la gestion des mouvements de capitaux et du système de taux de change, une rationalisation du réaménagement de la dette et une réforme en profondeur de

²⁸ On constatera les grandes différences entre les propositions relatives à un nouveau mécanisme de ce type en comparant celles du Fonds monétaire international dénommées Mécanisme de restructuration de la dette souveraine (MDRS) et l'appel international à une procédure d'arbitrage juste et transparente (FTAP).

la gestion et du fonctionnement du FMI et autres institutions financières internationales.

Propositions de deuxième génération

Aux nombreuses suggestions d'ordre institutionnel concernant le rôle des Nations Unies, de l'OIT, du FMI ou de la Banque mondiale²⁹, diverses propositions dites de deuxième génération ont été faites avant que le débat sur la mondialisation ne prenne toute son ampleur. Bien que ces propositions aient connu un regain d'intérêt dans les publications récentes, elles manquent de soutien politique, du moins pour l'instant. On y trouve diverses suggestions pour réformer les institutions internationales, notamment quant aux modes de gouvernement de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, qui connaissent aujourd'hui une certaine popularité³⁰. Il est également proposé de créer de nouvelles organisations internationales, d'intégrer les objectifs sociaux aux accords internationaux sur le commerce, de s'attaquer aux inégalités en instituant une taxe internationale ou de prendre diverses mesures relatives aux migrations internationales. On trouvera la présentation la plus détaillée de ces propositions de deuxième génération dans Nayyar (2002). On a aussi vu plusieurs tentatives, pour l'essentiel sans succès, d'en finir avec l'orientation néolibérale de la politique mondiale pour lui conférer une plus grande responsabilité sociale. A cet égard, Deacon (2003) a suggéré qu'il serait utile de mettre l'accent sur les réseaux, le partenariat et les projets locaux pour mieux gérer les questions sociales à l'échelle mondiale.

Actions requérant l'accord de la communauté internationale

Enfin, un certain nombre d'actions qui sont proposées nécessitent des accords internationaux. Certaines réformes envisagées ne sont pas directement liées à la mondialisation, comme par exemple: l'augmentation et la meilleure gestion de l'aide internationale; l'allègement de la dette pour les pays les plus pauvres et les plus endettés; diverses propositions relatives à l'environnement comme la lutte contre l'effet de serre ou le réchauffement de la planète. Dans la mesure où le système mondial de gouvernance présente des failles et se révèle incapable de traiter ces questions avec efficacité, de nouvelles organisations internationales pourraient être nécessaires. On trouvera une analyse des publications les plus récentes sur ces questions dans Siebert (2003) et McCann et McCloskey (2003).

²⁹ Voir par exemple, Gudgeon (2001), Hagen (2003), Köhler (2003) et Wolfensohn (2001 et 2003).

³⁰ Voir Buira (2002, 2003) et Jacobs (2002).

Conclusions

Sur les quinze dernières années, les principales caractéristiques économiques de la mondialisation ont été les suivantes:

- le commerce international a plus que triplé, mais la part des pays à faible revenu dans le commerce mondial a considérablement diminué;
- le volume des investissements étrangers directs a été multiplié par 20 au moins, mais la part de ces investissements effectués dans les pays à faible revenu a considérablement diminué;
- les investissements en portefeuille ont été aussi multipliés par 20 au moins, mais, à l'exclusion de l'Inde, pratiquement aucun ne s'est porté vers les pays à faible revenu;
- la fragmentation de la production s'est accentuée, mais la part prise par les pays en développement a diminué.

Si l'on considère la quantité et la diversité des publications sur la mondialisation, on constate que les controverses restent très vives quant à ses effets sur la pauvreté, le travail des enfants, la situation des femmes et les migrations. Toutefois, un accord semble se dégager sur le fait que les bénéfices de la mondialisation sont supérieurs à ses coûts. Sur le fait aussi qu'elle a accentué les inégalités aussi bien à l'intérieur des pays qu'entre eux, du fait de la divergence des parcours des individus ou des pays. Qu'elle a aggravé l'insécurité économique et politique, même pour ceux qui en ont bénéficié en termes monétaires. Toutefois, il reste difficile d'établir des liens de causalité entre les progrès de la mondialisation et l'évolution de la pauvreté et des inégalités. La mondialisation ne se limite pas aux aspects économiques et elle est tributaire de crises sanitaires ou écologiques, comme l'épidémie de SIDA ou le changement climatique. Il reste que, si la mondialisation n'est pas la première cause des inégalités de revenu et de la pauvreté, elle porte sans doute une responsabilité dans les maigres résultats obtenus pour atténuer la pauvreté (Kohl, 2003).

Comme l'a dit Stiglitz (2003), même si la mondialisation ne donne pas toujours les résultats espérés, la question n'est pas de savoir si elle est une force du bien qui profite aux pauvres dans le monde (ce qui, bien sûr, est possible) mais si elle est bien gérée, et cela trop souvent n'a pas été le cas. L'analyse bibliographique le montre: les mesures à prendre pour gérer le processus de mondialisation, à l'échelle nationale ou internationale, de même que leur champ d'application et leur financement, donnent toujours lieu à controverse. Toutefois, les auteurs semblent s'accorder sur le fait que les gouvernements doivent investir dans l'éducation et la formation, adopter et respecter les normes fondamentales du travail, offrir une protection sociale et l'améliorer lorsqu'elle existe, s'attaquer aux inégalités à l'échelle nationale et organiser le débat sur la

mondialisation. A l'échelle internationale, deux domaines d'action sont plébiscités: l'ouverture d'un cycle de négociations commerciales sur le développement et la refonte de l'architecture financière mondiale. De nouveaux débats et nouvelles recherches sont nécessaires, à l'échelle nationale et internationale, pour rendre la mondialisation durable et acceptable du point de vue social. Trop de gens vivent encore dans des conditions inacceptables au XXI^e siècle. Un mouvement a été amorcé avec la coopération de toutes sortes d'acteurs de cet espace qui se mondialise³¹, et notamment la participation de ceux qui ont jusqu'à présent été exclus ou marginalisés: on peut garder espoir. Parce que, comme l'ont dit Storm et Naastepad (2001), «la mondialisation, seule, ne suffit pas au développement».

Références

- Adams, Richard H. Jr. 2003: *International migration, remittances, and the brain drain: A study of 24 labor-exporting countries*, Policy Research Working Paper n° 3069, mai (Washington, DC, Banque mondiale), disponible en ligne à l'adresse <<http://rosalinda.ingentaselect.com/wb/wpaperspdf/3069.pdf>> [consulté le 22 avril 2004].
- ; Page, John. 2003: *International migration, remittances, and poverty in developing countries*, Policy Research Working Paper n° 3179, déc. (Washington, DC, Banque mondiale), disponible en ligne à l'adresse <http://econ.worldbank.org/files/31999_ups3179.pdf> [consulté le 22 avril 2004].
- Agénor, Pierre-Richard. 2002: *Does globalization hurt the poor?*, Policy Research Working Paper n° 2922, oct. (Washington, DC, Banque mondiale), disponible en ligne à l'adresse <<http://rosalinda.ingentaselect.com/wb/wpaperspdf/2922.pdf>> [consulté le 22 avril 2004].
- Akyüz, Yilmaz (directeur de publication). 2002: *Reforming the global financial architecture: Issues and proposals* (Genève, CNUCED/Penang, Third World Network/Londres, Zed Books).
- Anker, Richard; Paratian, Rajendra; Torres, Raymond. 2001: *Mauritius, études sur les dimensions sociales de la mondialisation* (Genève, BIT).
- Baker, Dean; Epstein, Gerald; Pollin, Robert (directeurs de publication). 1999: *Globalization and progressive economic policy* (Cambridge, Cambridge University Press).
- Balakrishnan, Radhika (directeur de publication). 2002: *The hidden assembly line: Gender dynamics of subcontracted work in a global economy* (Bloomfield, Kumarian Press).
- Banque mondiale. 2003a: *Global Development Finance, 2003* (Washington, DC).
- . 2003b: *World Development Indicators 2003* (Washington, DC).
- . 2002: *Mondialisation, développement et pauvreté: Bâtir une économie mondiale intégrée* (Washington, DC, Banque mondiale/Paris, Editions ESKA).
- . 1995: *World Development Report 1995* (Washington, DC).
- Becker, Gary S.; Philipson, Tomas J.; Soares, Rodrigo R. 2003: *The quantity and quality of life and the evolution of world inequality*, document de travail n° 9765, juin (Cambridge, National Bureau of Economic Research), disponible en ligne à l'adresse <<http://www.nber.org/papers/w9765.pdf>> [consulté le 22 avril 2004].
- Benvenisti, Eyal; Nolte, Georg (directeurs de publication). 2004: *The welfare state, globalization, and international law* (Berlin et New York, Springer).

³¹ Par exemple, partant des travaux de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation, les ministres du travail du G8 en ont appelé à un Forum sur les questions sociales qui associerait l'OIT, la CNUCED, l'OMC, la Banque mondiale et le FMI (*Tribune de Genève*, 17 décembre 2003).

- Bielenstein, Dieter. 2002: *The social dimension of globalization: A critical assessment by civil society*, Rapport d'une conférence régionale asiatique qui s'est tenue à Thammasat University, Bangkok, 17-18 décembre 2002 (Berlin, Friedrich Ebert Stiftung), disponible en ligne à l'adresse <http://fes.globalization.think-visually.de/pubDriver/clients/fesDog/attachments/020101_01_Bang.pdf> [consulté le 5 mai 2004].
- Birdsall, Nancy; Hamoudi, Amar. 2002: *Commodity dependence, trade, and growth: When "openness" is not enough*, document de travail n° 7, mai (Washington, DC, Center for Global Development), disponible à l'adresse <http://www.cgdev.org/docs/cgd_wp007.pdf> [consulté le 22 avril 2004].
- Black, Sandra E.; Brainerd, Elizabeth. 2002: *Importing equality? The impact of globalization on gender discrimination*, document de travail n° 9110, août (Cambridge, National Bureau of Economic Research), disponible en ligne à l'adresse <<http://www.nber.org/papers/w9110.pdf>> [consulté le 22 avril 2004].
- Blom, Andreas; Goldberg, Pinelopi; Pavcnik, Nina; Schady, Norbert. 2003: *Trade liberalization and labor market adjustment in Brazil*, Policy Research Working Paper n° 2982, fév. (Washington, DC, Banque mondiale), disponible en ligne à l'adresse <http://econ.worldbank.org/files/24465_wps2982.pdf> [consulté le 22 avril 2004].
- Bourguignon, François; Morrisson, Christian. 2002: «Inequality among world citizens: 1820-1992», *American Economic Review* (Nashville), vol. 92, n° 4 (sept.), pp. 727-744.
- ; Coyle, Diane; Fernández, Raquel; Giavazzi, Francesco; Marin, Dalia; O'Rowles, Kevin, H.; Portes, Richard; Seabright, Paul; Venables, Anthony; Verdier, Thierry; Winters, L. Alan. 2002: *Making sense of globalization: A guide to the economic issues*, Policy Paper n° 8, juillet (Washington, DC, Centre for Economic Policy Research).
- Boyer, Robert; Drache, Daniel (directeurs de publication). 1996: *States against markets: The limits of globalization* (Londres, Routledge).
- Buira, Ariel. 2003: «The governance of the IMF in a global economy», dans l'ouvrage publié sous la direction de Ariel Buira: *Challenges to the World Bank and IMF: Developing country perspectives* (Londres et Nashville, Anthem Press), pp. 13-36.
- . 2002: «Reforming the governance of the Bretton Woods institutions», dans l'ouvrage de l'OPEC Fund: *Financing for development* (Vienne, OPEC Fund for International Development), pp. 213-255.
- Bureau international du Travail (BIT). 2004: *Une mondialisation juste: créer des opportunités pour tous*, rapport de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation (Genève).
- . 2003: *Droits fondamentaux au travail et normes internationales du travail* (Genève).
- . 1999: *Un travail décent*, rapport du Directeur général à la Conférence internationale du Travail, 87^e session, 1999 (Genève).
- Burtless, Gary. 2002: *Is the global gap between rich and poor getting wider?*, polycopié (Washington, DC, Brookings Institution).
- Çağatay, Nilüfer. 2001: *Trade, gender and poverty*, document préparatoire au projet du PNUD Trade and Sustainable Development, octobre (New York, PNUD), disponible en ligne à l'adresse <http://www.undp.org/mainundp/propoor/docs/pov_tradegender_poverty_doc.pdf> [consulté le 5 mai 2004].
- Chambers, Julia. 2000: *Gender and globalisation: Trade liberalisation and gender equality*, document préparatoire au livre blanc publié par le ministère du Commerce international du Royaume-Uni intitulé *Eliminating world poverty: Making globalisation work for the poor*, disponible en ligne à l'adresse <<http://www.dfid.gov.uk/Pubs/files/whitepaper2000.pdf>> [consulté le 7 mai 2004].
- Chang, Ha-Joon. 2003: *Globalisation, economic development and the role of the state* (Penang, Third World Network/Londres, Zed Books).
- Chau, Nancy H.; Kanbur, Ravi. 2001: *The race to the bottom, from the bottom*, CEPR Discussion Paper n° 2687, février (Londres, Centre for Economic Policy Research).
- Cigno, Alessandro; Rosati, Furio C.; Guarcello, Lorenzo. 2002: «Does globalization increase child labor?», *World Development* (Oxford), vol. 30, n° 9 (sept.), pp. 1579-1589.

- Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEALC). 2002: *Globalization and development*, Santiago du Chili, CEALC, UN n° LC/G.2157 (SES.29/3), 15 avril 2002.
- Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED). 1996: *Globalization and liberalization: Effects of international economic relations on poverty* (New York et Genève, CNUCED).
- Cornia, Giovanni Andrea (directeur de publication). 2004: *Inequality, growth and poverty in an era of liberalization and globalization* (Oxford, Oxford University Press).
- (directeur de publication). 2002: *Harnessing globalisation for children* (New York, Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)), disponible en ligne à l'adresse <http://www.unicef-icdc.org/research/ESP/globalization/globalization_index.html> [consulté le 5 mai 2004].
- ; Court, Julius. 2001: *Inequality, growth and poverty in the era of liberalization and globalization*, Policy brief n° 4 (Helsinki, United Nations University/World Institute for Development Economics Research), disponible en ligne à l'adresse <<http://www.wider.unu.edu/publications/publications.htm>> [consulté le 5 mai 2004].
- ; Kiiski, Sampsa. 2001: *Trends in income distribution in the post-World War II period: Evidence and interpretation*, Discussion Paper n° 2001/89, septembre (Helsinki, United Nations University/World Institute for Development Economics Research), disponible en ligne à l'adresse <<http://www.wider.unu.edu/publications/publications.htm>> [consulté le 5 mai 2004].
- Davis, Carlton G.; Thomas, Clive Y.; Amponsah, William A. 2001: «Globalization and poverty: Lessons from the theory and practice of food security», *American Journal of Agricultural Economics* (Malden), vol. 83, n° 3 (août), pp. 714-721.
- Deacon, Bob. 2003: *Global social governance reform*, GASPP Policy Brief, n° 1, janvier (Sheffield, Globalism and Social Policy Programme (GASPP); University of Sheffield, Department of Sociological Studies), disponible en ligne à l'adresse <http://www.gaspp.org/publications/brief1_summary.htm> [consulté le 5 mai 2004].
- 2002: «Globalization and the challenge for social security», dans l'ouvrage publié sous la direction de Ronald Sigg et Christina Behrendt: *Social security in the global village* (New Brunswick, Transaction Publishers), pp.17-30.
- 2001: «International organisations, the European Union and global social policy», dans l'ouvrage publié sous la direction de Robert Sykes, Bruno Palier et Pauline M. Prior: *Globalization and the European welfare states: Challenges and change* (Houndmills, Basingstoke (Hants), Macmillan).
- 2000: «Globalisation: A threat to equitable social provision?», *IDS Bulletin* (Brighton), vol. 31, n° 4 (octobre), pp. 32-41 [également publié sous le titre: *Globalization and social policy: The threat to equitable welfare*, Occasional Papers (Genève, UNSRID)].
- ; Hulse, Michelle; Stubbs, Paul. 1997: *Global Social Policy: International organizations and the future of welfare* (Londres, Sage Publications).
- Debrah, Yaw A.; Smith, Ian G. (directeurs de publication). 2002: *Globalization, employment and the workplace: Diverse impacts* (Londres et New York, Routledge).
- Dølvik, Jon Erik; Tørres, Liv. 2002: *Globalisation, work, and labour standards*, The Globalisation Project 2001-2002, rapport n° 9, avril (Oslo, Norwegian Ministry of Foreign Affairs), disponible en ligne à l'adresse <<http://odin.dep.no/archive/udvedlegg/01/03/rapp9064.pdf>> [consulté le 5 mai 2004].
- Edmonds, Eric; Pavcnik, Nina. 2002: *Does globalization increase child labor? Evidence from Vietnam*, document de travail n° 8760, fév. (Cambridge, National Bureau of Economic Research), disponible en ligne à l'adresse <<http://papers.nber.org/papers/w8760.pdf>> [consulté le 27 avril 2004].
- Eichengreen, Barry. 2002: «Capitalizing on globalization», *Asian Development Review* (Manille), vol. 19, n° 1, pp. 14-66, disponible en ligne à l'adresse <http://www.adb.org/documents/periodicals/adr/ADR_vol19_1.pdf> [consulté le 27 avril 2004].
- Emadi-Coffin, Barbara. 2002: *Rethinking international organization: Deregulation and global governance* (Londres, Routledge).
- Fonds monétaire international (FMI). 2003a: *World Economic Outlook 2003* (Washington, DC).

- .2003b: *International Financial Statistics 2003* (Washington, DC).
- .2000: *World Economic Outlook: Asset prices and the business cycle, May 2000* (Washington, DC).
- Freeman, Richard, B. 2003: *Trade wars: The exaggerated impact of trade in economic debate*, document de travail NBER n° 10000, septembre (Cambridge, National Bureau of Economic Research), disponible en ligne à l'adresse <<http://www.nber.org/papers/w10000.pdf>> [consulté le 27 avril 2004].
- .1998: «What role for labor standards in the global economy?», projet pour discussion (Cambridge, Harvard University), disponible en ligne à l'adresse <<http://www.nber.org/~freeman/Papers%20on%20RBF%20website/un-stan.pdf>> [consulté le 5 mai 2004].
- Geider, William. 1997: *One world, ready or not: The manic logic of global capitalism* (New York, Allen Lane).
- Ghose, Ajit Kumar. 2003: *Jobs and incomes in a globalizing world* (Genève, BIT).
- Gill, Stephen (directeur de publication). 1997: *Globalization, democratization, and multilateralism* (New York, St. Martin's Press).
- Ginther, Donna K.; Zavodny, Madeline (directeurs de publication). 2002: *Technology, growth and the labor market* (Dordrecht, Boston et Londres, Kluwer Academic Publishers).
- Gough, Ian. 2001: «Globalization and regional welfare regimes: The East Asian case», *Global Social Policy* (Londres), vol. 1, n° 2 (août), pp. 163-189.
- Greenaway, David; Nelson, Douglas R. 2001: *Globalisation and labour markets: Literature review and synthesis*, Research Paper n° 2001/29 (Nottingham, Centre for Research on Globalisation and Economic Policy, University of Nottingham).
- Gudgeon, Peter S. 2001: *Globalization and rural poverty reduction: The role of the United Nations system – contrasting styles and competing models*, document préparé pour la réunion du groupe d'experts sur «Globalization and poverty reduction: Can the rural poor benefit from globalization?», qui s'est tenue à New York, 8-9 novembre 2001, disponible en ligne à l'adresse <http://www.un.org/esa/socdev/poverty/poverty_egm.htm> [consulté le 27 avril 2004].
- Gunter, Bernhard G. 2004: *A comprehensive collection of the recent literature on the social impact of globalization* (Genève, BIT), disponible en ligne à l'adresse <<http://www.ilo.org/public/english/wcsdg/globali/biblio.pdf>> [consulté le 5 mai 2004].
- Hagen, Katherine A. 2003: *The International Labour Organization: Can it deliver the social dimension of globalization?* (Genève, Friedrich Ebert Stiftung), Dialogue on Globalization, Occasional Papers n° 11, octobre, disponible en ligne à l'adresse <http://fes.globalization.think-visually.de/pubDriver/clients/fesDog/attachments/031001_01_Genf.pdf> [consulté le 27 avril 2004].
- Hart, Jeffrey A.; Prakash, Aseem. 1997a: «The decline of 'embedded liberalism' and the rearticulation of the Keynesian welfare state», *New Political Economy* (Sheffield), vol. 2 (mars), pp. 65-78.
- ; —.1997b: «Strategic trade and investment policies: Implications for the study of international political economy», *The World Economy* (Oxford), vol. 20, n° 4 (juillet), pp. 457-476.
- Hayter, Susan; Reinecke, Gerhard; Torres, Raymond. 2001: *South Africa*, études sur les dimensions sociales de la mondialisation (Genève, BIT).
- Heltberg, Rasmus. 2002: *The poverty elasticity of growth*, WIDER discussion paper n° 2002/21, février (Helsinki, United Nations University/World Institute for Development Economics Research), disponible en ligne à l'adresse <www.dev.unu.edu/publications/publications.htm> [consulté le 25 mai 2004].
- Henry, Miriam; Lingard, Bob; Rizvi, Fazal; Taylor, Sandra. 2001: *The OECD, globalisation and education policy* (Oxford, Pergamon (for the IAU Press)).
- van der Hoeven, Rolph. 2000: *Labour markets and income inequality: What are the insights after the Washington Consensus?*, document de travail n° 209 (Helsinki, United Nations University/World Institute for Development Economics Research), disponible en ligne à l'adresse <<http://www.wider.unu.edu/publications/publications>> [consulté le 6 mai].

- ; Taylor, Lance. 2000: «Structural adjustment, labour markets and employment: Some considerations for sensible people», *The Journal of Development Studies* (Londres), vol. 36, n° 4, avril, pp. 57-65.
- Jacobs, Didier. 2002: «Democratizing global economic governance», dans l'ouvrage publié sous la direction de Jim Weaver, Didier Jacobs et Jamie Baker: *After neoliberalism: Economic policies that work for the poor* (Washington, DC, New Rules for Global International Finance), pp. 45-63.
- Kaplinsky, Raphael. 2001: «Globalisation and economic insecurity», *IDS Bulletin* (Brighton), vol. 32, n° 2 (avril), pp. 13-24.
- Khan, Azizur Rahman; Griffin, Keith; Riskin, Carl. 1999: «Income distribution in urban China during the period of economic reform and globalization», *American Economic Review* (Nashville), vol. 89, n° 2 (mai), pp. 296-300.
- Khor, Martin. 2001: *Rethinking globalization: Critical issues and policy choices* (New York, Zed Books), disponible en ligne à l'adresse <http://www.unctad.org/en/docs/dp_147.en.pdf> [consulté le 6 mai 2004].
- Kohl, Richard (directeur de publication). 2003: *Globalisation, poverty and inequality* (Paris, OCDE).
- Köhler, Horst. 2003: *The challenge of globalization and the role of the IMF*, allocution devant l'Annual Meeting of the Society for Economists and Management qui s'est tenu à Humboldt University, Berlin, 15 mai, disponible en ligne à l'adresse <<http://www.imf.org/external/np/speeches/2003/051503.htm>> [consulté le 6 mai 2004].
- Lee, Eddy. 2000: «Globalization and employment: The new policy agenda», *Development* (Londres), vol. 43, n° 2 (juin), pp. 18-20.
- . 1999: *La crise financière asiatique: les enjeux d'une politique sociale* (Genève, BIT).
- Maskus, Keith E. 1997: *Should core labor standard be imposed through trade policy?*, Policy Research Working Paper n° 1817, août (Washington, DC, Banque mondiale).
- Masson, Paul R. 2001: *Globalization: Facts and figures*, FMI Policy Discussion Paper PDP/01/4 (Washington, DC, FMI), nov.
- McCann, Gerard; McCloskey, Stephen (directeurs de publication). 2003: *From the local to the global: Key issues in development studies* (Londres et Sterling, Pluto Press).
- Memedovic, Olga; Kuyvenhoeven, Arie; Molle, Willem T. A. (directeurs de publication). 1998: *Globalization of labour markets: Challenges, adjustment and policy response in the EU and LDCs* (Dordrecht, Boston et Londres, Kluwer Academic Publishers).
- Milanovic, Branko. 2002: *Can we discern the effect of globalization on income distribution? Evidence from household budget surveys*, Policy Research Working Paper n° 2876, avril (Washington, DC, Banque mondiale), disponible en ligne à l'adresse <http://econ.worldbank.org/files/17877_wp2876.pdf> [consulté le 6 mai 2004].
- Miller, Carol; Vivian, Jessica. 2002: *Women's Employment in the textile manufacturing sectors of Bangladesh and Morocco* (Genève, UNRISD en coopération avec le PNUD).
- Mittelman, James H. (directeur de publication). 1996: *Globalization: Critical reflection* (Boulder, Lynne Rienner).
- Moghadam, Valentine M. 2001: «Gender and globalization: female labor and women's mobilization», *Journal of World-Systems Research* (Riverside), disponible en ligne à l'adresse <http://csf.colorado.edu/jwsr/archive/vol5/vol5_number2/v5n2_split/jwsr_v5n2_moghadam.pdf> [consulté le 6 mai 2004].
- Murshed, S. Mansoob (directeur de publication). 2002: *Globalization, marginalization and development* (Londres, Routledge).
- . 2000: *Globalization, marginalization and development*, document de travail n° 175, février (Helsinki, United Nations University/World Institute for Development Economics Research).
- Nayyar, Deepak (directeur de publication). 2002: *Governing globalization: Issues and institutions* (Oxford, Oxford University Press).
- . 2001: «Globalization: What does it mean for development?», dans l'ouvrage publié sous la direction de Jomo K.S. et Shyamala Nagaraj: *Globalization versus development* (Houndmills, Basingstoke et New York, Palgrave), pp. 1-25.

- Norton, Andy. 2000: *Can there be a global standard for social policy? The 'social policy principles' as a test case*, ODI Briefing Paper n° 2, mai (Londres, Overseas Development Institute).
- ; Conlin, Sean. 2000: *Globalisation processes and the implications for the development of global responses in the field of social policy*, document préparatoire au livre blanc publié par le ministère du Commerce international du Royaume-Uni intitulé *Eliminating world poverty: Making globalisation work for the poor* (Londres, HMSO).
- Ocampo, José Antonio; Martín, Juan (directeurs de publication). 2003: *Globalization and development: A Latin American and Caribbean perspective* (Palo Alto, Stanford University Press).
- Organisation de coopération et développement économiques (OCDE). 1996: *Le commerce, l'emploi et les normes de travail: une étude sur les droits fondamentaux des travailleurs et l'échange international* (Paris, OCDE).
- . 1995: *Echanges et normes de travail: Examen des principales questions* (Paris, OCDE).
- Oxfam America. 2002: *Global finance hurts the poor: Analysis of the impact of North-South private capital flows on growth, inequality and poverty* (Boston), mai.
- Oxfam International. 2002: *Rigged rules and double standards: Trade, globalisation, and the fight against poverty* (Oxford).
- Paratian, Rajendra; Torres, Raymond. 2001: *Bangladesh*, études sur les dimensions sociales de la mondialisation (Genève, BIT).
- Prasad, Eswar; Rogoff, Kenneth; Wei, Shang-Jin; Kose, M. Ayhan. 2003: *Effects of financial globalization on developing countries: Some empirical evidence* (Washington, DC, FMI), mars, disponible en ligne à l'adresse <<http://www.imf.org/external/np/res/docs/2003/031703.pdf>> [consulté le 6 mai 2004].
- Rama, Martín. 2003: *Globalization and workers in developing countries*, Policy Research Working Paper n° 2958, janvier (Washington, DC, Banque mondiale), disponible en ligne à l'adresse <http://econ.worldbank.org/files/23213_wps2958.pdf> [consulté le 27 avril 2004].
- Reinecke, Gerhard; Torres, Raymond. 2001: *Chile*, études sur les dimensions sociales de la mondialisation (Genève, BIT).
- Rodrik, Dani. 2001: *The global governance of trade as if development really mattered*, document préparatoire au projet PNUD Trade and Sustainable Human Development (New York, PNUD).
- . 1997: «Sense and nonsense in the globalization debate», *Foreign Policy* (Washington, DC), n° 107 (été), pp. 19-37.
- . 1996: «Labor standards in international trade: Do they matter and what to do about them», dans l'ouvrage publié sous la direction de Robert Z. Lawrence, Dani Rodrik et John Whalley: *Emerging agenda for global trade: High stakes for developing countries*, Policy Essay n° 20 (Washington, Overseas Development Council).
- Romero, Ana Teresa; Torres, Raymond. 2001: *Suisse*, études sur les dimensions sociales de la mondialisation (Genève, BIT).
- Scheve, Kenneth F.; Slaughter, Matthew J. 2002: *Economic insecurity and the globalization of production*, document de travail n° 9339 (Cambridge, National Bureau of Economics Research), disponible en ligne à l'adresse <<http://www.nber.org/papers/w9339.pdf>> [consulté le 6 mai 2004].
- Shorrocks, Anthony; van der Hoeven, Rolph (directeurs de publication). 2004: *Growth, inequality and poverty: Prospects for pro-poor economic development* (Oxford, Oxford University Press).
- Siebert, Horst (directeur de publication). 2003: *Global governance: An architecture for the world economy* (Berlin et New York, Springer).
- . 1997: *An institutional order for a globalizing world economy*, document de travail n° 807, avril (Kiel, Institut für Weltwirtschaft, Universität de Kiel).
- Singh, Ajit; Dhumale, Rahule. 2000: *Globalization, technology, and income inequality: A critical analysis*, document de travail n° 210, décembre (Helsinki, United Nations University/ World Institute for Development Economics Research), disponible en ligne à l'adresse <<http://www.wider.unu.edu/publications/wp210.pdf>> [consulté le 6 mai 2004].

- Solimano, Andrés. 2001: *International migration and the global economic order: An overview*, Policy Research Working Paper n° 2720, novembre (Washington, DC, Banque mondiale, Development Research Group, Macroeconomics and Growth).
- Srinivasan, T.N. 1994: «International labor standards once again!», dans l'ouvrage publié sous la direction du Bureau of International Labor Affairs: *International labor standards and global economic integration: Proceedings of a symposium* (Washington, DC, Bureau of International Labor Affairs, US Department of Labor).
- Stalker, Peter. 2000: *Workers without frontiers: The impact of globalization on international migration* (Boulder, Lynne Rienner Publishers/Genève, BIT).
- Stiglitz, Joseph E. 2003: *Quand le capitalisme perd la tête* (Paris, Fayard).
- .2002: «Emploi, justice sociale et bien-être», *Revue internationale du Travail* (Genève), vol. 141, n° 1-2, pp. 9-32.
- Storm, Servaas; Naastepad, C.W.M. (directeurs de publication). 2001: *Globalization and economic development: Essays in honour of J. George Waardenburg* (Cheltenham et Northampton, Edward Elgar).
- Torres, Raymond. 2001a: *Towards a socially sustainable world economy: An analysis of the social pillars of globalization* (Genève, BIT).
- .2001b: *Republic of Korea*, études sur les dimensions sociales de la mondialisation (Genève, BIT).
- ; Enzler, Christine; Reinecke, Gerhard; Romero, Ana Teresa. 2001: *Poland*, études sur les dimensions sociales de la mondialisation (Genève, BIT).
- Tzannatos, Zafiris. 1999: «Women and labor market changes in the global economy: Growth helps, inequalities hurt and public policy matters», *World Development* (Oxford), vol. 27, n° 3 (mars), pp. 551-569.
- Weisbrot, Mark; Baker, Dean. 2002: *The relative impact of trade liberalization on developing countries*, Briefing Paper (Washington, DC, Center for Economic and Policy Research), juin, disponible en ligne à l'adresse <http://www.cepr.net/relative_impact_of_trade_liberal.htm> [consulté le 6 mai 2004].
- ; —; Kraev, Egor; Chen, Judy. 2001: *The scorecard on globalization 1980-2000: Twenty years of diminished progress*, Briefing Paper (Washington, DC, Center for Economic and Policy Research), disponible en ligne à l'adresse <http://www.cepr.net/globalization/scorecard_on_globalization.htm> [consulté le 6 mai 2004].
- ; Naiman, Robert; Kim, Joyce. 2000: *The emperor has no growth: Declining economic growth rates in the era of globalization*, Briefing Paper (Washington, DC, Center for Economic and Policy Research), disponible en ligne à l'adresse <http://www.cepr.net/IMF/The_Emperor_Has_No_Growth.pdf> [consulté le 6 mai 2004].
- White, Ben. 1996: «Globalization and the child labour problem», *Journal of International Development* (Manchester), vol. 8 (novembre-décembre), pp. 829-839.
- Wolfensohn, James D. 2003: *A new global balance: The challenge of leadership*, allocution devant le Board of Governors, Dubai, Emirats arabes unis, 23 septembre 2003 (Washington, DC, Banque mondiale).
- ; 2001: *The challenges of globalization: The role of the World Bank*, allocution devant le Bundestag, Berlin, 2 avril 2001 (Washington, DC, Banque mondiale).
- Woolcock, Michael. 2001: *Globalization, governance and civil society*, document préparatoire au rapport de la Banque mondiale (2002), disponible en ligne à l'adresse <<http://econ.worldbank.org/prr/subpage.php?sp=2477>> [consulté le 6 mai 2004].
- Yeates, Nicola. 2002: «Globalization and social policy: From global neoliberal hegemony to global political pluralism», *Global Social Policy* (Londres), vol. 2, n° 1 (avril), pp. 69-91.
- .2001: *Globalization and social policy: From global neoliberal hegemony to global political pluralism* (Londres, Sage Publications).